

Les jeunes et la ville ou comment considérer l'actuelle fracture générationnelle ?

Résumé

Cette fiche de synthèse s'inscrit dans le cadre du travail exploratoire des services du Grand Lyon pour une amélioration des politiques publiques en direction des différents publics qui composent la ville. Le premier public étudié a été celui des adolescents, et tout naturellement le deuxième, est celui des jeunes.

Ce travail tente d'apporter des éléments de connaissance sur ce qui caractérise la jeunesse aujourd'hui et ses difficiles conditions de prise d'autonomie. Elle évoque l'attention, toute relative, que la société porte à ses près de 12 millions de français qui ont entre 15 et 29 ans, les raisons de l'actuelle fracture générationnelle et la pluralité de la jeunesse. Enfin, elle propose des axes de réflexion pour une meilleure prise en compte des jeunes en demande de considération et de mise en réseau, comme ils l'ont exprimé à l'occasion du forum jeunes du Grand Lyon organisé par le Conseil de Développement au printemps 2007.

Sommaire

PREMIÈRE PARTIE : POUR LA PREMIÈRE FOIS, EN TEMPS DE PAIX, LA JEUNESSE N'EST PAS PROMISE AU PROGRÈS SOCIAL

- I. La nouvelle fracture générationnelle..... p.5
- II. L'expression concrète de ces conditions d'existence difficiles.....p.12

DEUXIÈME PARTIE : UNE JEUNESSE PLURIELLE

- I. Une jeunesse ou des jeunes qui cohabitent ? p.18
- II. De grandes disparités persistent et de nombreuses et diverses réalités sont à l'œuvre entre le jeune diplômé d'une grande école et le jeune non diplômé..... p.22
- III. Les jeunes des cités..... p. 28

CONCLUSION : MISER SUR LA JEUNESSE : UN INTÉRÊT POUR TOUTES LES GÉNÉRATIONS ?..... P.34

Auteur : Catherine Panassier
Trajectoires Groupe Reflex
Décembre 2007

Contexte de la commande

Le Grand Lyon réfléchit au développement d'une démarche qui vise à croiser ses politiques sur des publics cibles.

La population des adolescents et des jeunes constitue la première cible choisie et ce pour plusieurs raisons :

- alors que la société se transforme à une vitesse croissante, les pratiques urbaines et les modes de vie des adolescents et des jeunes (véritable laboratoire du changement) sont particulièrement utiles à observer pour comprendre la ville et la société de demain. Or, le Grand Lyon souhaite porter un projet d'urbanité renouvelé pour l'avenir (Cf. la Vision métropolitaine Lyon 2020) ;

- de nombreux signaux témoignent de la fragilité des adolescents et des jeunes aujourd'hui, et de la dureté de la société à leur égard. Pour la fraction de la jeunesse la plus vulnérable, le cumul des problèmes et la difficulté à y faire face engendrent des situations souvent dramatiques. Or, si le dernier soulèvement des banlieues reste dans toutes les mémoires, les actions de lutte contre la discrimination n'en sont qu'aux prémices. Ceci doit inciter chaque acteur public à se pencher sur la question et à imaginer des actions ou des projets à partir des leviers dont il dispose. Pour le Grand Lyon, on peut penser par exemple à l'habitat, aux aménagements urbains, aux déplacements, à l'économie, etc. ;

- enfin, la réussite de bon nombre des politiques du Grand Lyon est conditionnée par l'évolution de ses relations avec les usagers/citoyens. C'est effectivement par un portage partagé des politiques, pour une ville plus propre, plus verte, pour des déplacements moins polluants, et plus globalement pour une ville plus solidaire, que les chances de réussite seront démultipliées. C'est là tout l'objet d'une concertation efficace déjà amorcée avec des jeunes à travers le « forum des jeunes » initié par le Conseil de développement en 2007. C'est là surtout l'enjeu de construire un meilleur vivre ensemble, de « faire société » selon l'expression de Jacques Donzelot.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction

PREMIÈRE PARTIE : POUR LA PREMIÈRE FOIS, EN TEMPS DE PAIX, LA JEUNESSE N'EST PAS PROMISE AU PROGRÈS SOCIAL

I. LA NOUVELLE FRACTURE GÉNÉRATIONNELLE

- 1) La jeunesse n'a t-elle pas toujours fait peur ?..... p 5
 - 2) L'actuelle fracture générationnelle..... P 6
 - 3) Des jeunes inquiets et frustrés ?..... p 8
- Interview de Louis Chauvel*

II. L'EXPRESSION CONCRÈTE DE CES CONDITIONS D'EXISTENCE DIFFICILES

- 1) Une pression sans précédent sur la réussite scolaire..... p 12
- 2) Un taux de chômage des jeunes important et une nécessaire
longue période de petits boulots avant de trouver un emploi stable
sont les principales sources d'angoisse des jeunes et de leurs parents..... p13
- 3) Un contexte économique qui rend la décohabitation plus tardive..... p 15

DEUXIÈME PARTIE : UNE JEUNESSE PLURIELLE

I. UNE JEUNESSE OU DES JEUNESSES QUI COHABITENT ?

- 1) Des univers cloisonnés..... p18
 - 2) Les conclusions du forum jeunes confirment l'aspiration des
jeunes à bénéficier d'une vie sociale plus dense et à diversifier
leurs réseaux..... p19
- Interview de Cédric Carmel, jeune créateur d'entreprise*

II . DE GRANDES DISPARITÉS PERSISTENT ET DE NOMBREUSES ET DIVERSES RÉALITÉS SONT À L'ŒUVRE ENTRE LE JEUNE DIPLÔMÉ D'UNE GRANDE ÉCOLE ET LE JEUNE NON DIPLÔMÉ

- 1) Des étudiants toujours plus nombreux..... P 22
- 2) D'importantes inégalités liées au milieu socioculturel..... P 23
- 3) Les non diplômés..... P 25
- 4) Une nouvelle jeunesse ouvrière..... P 27

III. LES JEUNES DES CITÉS

- 1) Les enseignements des émeutes de 2005..... P 28
- 2) La « racaille » et les « vrais jeunes » par Stéphane Beaud
et Michel Pialoux..... P 29

CONCLUSION : MISER SUR LA JEUNESSE, UN INTÉRÊT POUR TOUTES LES GÉNÉRATION ?

Introduction

Les adultes partagent certains préjugés sur la jeunesse d'aujourd'hui. Elle serait individualiste, consumériste et repliée sur elle-même.

Elle n'aurait plus de conscience politique, ne s'investirait plus dans le monde associatif, syndical ou politique. D'ailleurs, c'est la grande absente de tous les dispositifs de concertation mis en place par les collectivités locales.

Enfin, la jeunesse d'aujourd'hui semblerait frileuse devant les efforts à fournir dans le cadre de sa formation et face aux responsabilités et exigences du monde du travail.

Quant aux jeunes eux-mêmes, ils ont plutôt le sentiment que le monde des adultes leur tourne le dos, ne les considère pas comme un enjeu de société, comme une priorité. Les propos d'Alice Rufo résume bien ce point de vue largement partagé.

« La génération qui dirige actuellement le pays est issue d'une forte période de croissance et a fait ses études pendant cette période bénie où il suffisait de travailler pour avancer. Aujourd'hui, le travail et les études ne suffisent plus. Mais le pire, ce n'est pas le manque de dynamisme de l'économie et le marasme social. C'est que face à ces problèmes, notre génération ne se sent pas comprise, et encore moins soutenue. Il est très nouveau dans l'histoire de l'humanité qu'une génération fière de sa réussite se détourne des problèmes de la génération suivante et supporte que la situation soit pire que ce qu'elle a connu. »

(1)Extrait de « Lettre à mon père, Marcel Rufo » d'Alice Rufo publiée dans l'Express N°2856 en mars 2006. Marcel Rufo est pédopsychiatre et directeur de la Maison des Adolescents à Paris

Quelle est la nature de la nouvelle fracture générationnelle ?

Dans le contexte de crise et de profondes mutations sociales et économiques que nous vivons, quelles sont les conditions de prise d'autonomie ?

Qui sont les jeunes d'aujourd'hui ?

Ne doit-on pas parler de jeunesses au pluriel tant les disparités sont importantes ?

Pourquoi les collectivités locales doivent-elles être particulièrement attentives à la jeunesse des quartiers d'habitat social ?

Et plus globalement, pourquoi les collectivités doivent-elles reconsidérer la jeunesse ?

Quelles sont les pistes d'action possibles qui pourraient être mises en œuvre ?

C'est à cet ensemble de questionnements que cette fiche de synthèse tentera d'apporter des éclairages.

PREMIÈRE PARTIE

POUR LA PREMIÈRE FOIS, EN TEMPS DE PAIX, LA JEUNESSE N'EST PAS PROMISE AU PROGRÈS SOCIAL

I. LA NOUVELLE FRACTURE GÉNÉRATIONNELLE

La situation de la jeunesse est aujourd'hui moins favorable que celle de la génération précédente. Cette situation, qui remet sérieusement en cause notre conception du progrès social, est probablement ce qui caractérise le mieux le contexte actuel de la jeunesse. Ce fait de société, sans précédent en temps de paix, conduit la jeunesse à partager un sentiment d'inquiétude face à l'avenir. Ainsi, ce n'est plus une crise autour des valeurs et des mœurs qui se joue entre deux générations, mais une crise fondée sur les moyens d'existence.

1) La jeunesse n'a-t-elle pas toujours fait peur ?

Dès sa naissance du concept de jeunesse, celle-ci a suscité une préoccupation, voire une méfiance des adultes

En créant l'enseignement secondaire au XIX siècle, réservé à une élite très restreinte (4600 sur 107 000 élèves obtenaient leur baccalauréat en 1854), la bourgeoisie créait la jeunesse. Et, très vite, elle s'en est méfiée. Chez les adultes, le désir de réussite individuelle de ses enfants s'est accompagné d'une préoccupation de contrôle de cette jeunesse qui a rapidement revendiqué une spécificité et un droit à s'exprimer. Les parents bourgeois se trouvant confrontés à un problème nouveau, celui d'avoir à mener, non plus une éducation despotique qui imposait sans discussion ses points de vue mais une éducation négociée, ils ont opté pour des attitudes d'encadrement et de contrôle. (2) D'ailleurs pour limiter les velléités de la jeunesse de revendications, d'indépendance, voire de révoltes, l'enseignement secondaire était organisé de façon quasi-militaire.

Au début du vingtième siècle, la jeunesse devint une catégorie sociale reconnue, et de fait un objet d'intervention sociale. Les Catholiques organisent diverses formes d'encadrement de la jeunesse au travers des patronages, puis de l'Association Catholique de la Jeunesse Française (ACJF-1886), des Scouts (1920) et des Guides de France (1923), puis de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC-1926) ou encore de la ligue française des Auberges de Jeunesse (Marc Sangnier-1929). Dans les années 1930, le Centre Laïque des Auberges de Jeunesse (CLAJ) et des mouvements plus politiques voient le jour, à l'exemple des Faucons Rouges d'inspiration socialiste. Au même moment, les Unions fédérales des œuvres laïques d'éducation physique et d'éducation artistique prennent de plus en plus d'importance. Cette dynamique aboutit à la création, en 1936, d'un sous-secrétariat d'Etat des Sports et des Loisirs confié à Léo Lagrange

et à un commissariat général de la Jeunesse sous Vichy particulièrement ambitieux. L'enjeu est alors de proposer une « éducation totale » (différente de celle prônée par les enseignants), de former des hommes de métiers, des membres actifs de la communauté française et de créer des « maisons de la jeunesse ». À la libération, cet investissement sur la jeunesse, même s'il change de sens au niveau politique, reste très important : une direction des mouvements de jeunesse et d'éducation est créée, puis sous le gouvernement Mendès France en 1955, un Haut Comité de la Jeunesse ainsi que des commissions de la jeunesse dans chaque ministère sont institués.

Pour toute société, la jeunesse est un problème, sauf qu'en fonction des époques, le problème change...

Toutefois, l'ensemble de ces institutions inventées par les adultes pour encadrer la jeunesse ou la faire participer à leurs propres enjeux n'a pas tari les aspirations des jeunes à plus d'autonomie. De plus, on assiste à une importance grandissante du fait juvénile dans la société française de la seconde moitié du XXe siècle notamment du fait d'une scolarisation massive de plus en plus prolongée d'une masse croissante de jeunes de tous milieux. Selon Olivier Galland, l'expression de sociabilités et d'une culture juvénile se caractérisent alors par la montée des idoles, la presse des copains et le phénomène des « bandes » avec toute la culture comportementale et vestimentaire qui leur est associée. *« Cette irruption de la sociabilité juvénile dans une société adulte qui ne l'attendait pas et ne savait la gérer va créer les conditions d'un affrontement qui prendra plusieurs formes : celle, populaire, des bandes et des « blousons noirs », celle ensuite, dans les couches moyennes et à l'université, de la révolte étudiante ».*(2) Les mouvements de Mai 68 restent à ce jour l'expression la plus visible d'une fracture entre le monde adulte et sa jeunesse. Cette fracture était largement ancrée dans une revendication à plus de justice et surtout plus de libertés, et animée d'une volonté d'autonomie par rapport aux valeurs véhiculées par le monde des adultes.

2) L'actuelle fracture générationnelle

Les valeurs des jeunes sont proches de celles de leurs aînés.

Dans l'ouvrage qu'il a dirigé en 2001 avec Bernard Rouet *« Les valeurs des jeunes »*, Olivier Galland mettait en évidence que les valeurs des jeunes et des adultes s'étaient rapprochées.(3) L'autorité est devenue une valeur consensuelle. La fierté nationale est partagée de tous. Et, si généralement chaque génération est plus permissive que la précédente, ce mouvement s'est arrêté avec la génération née après 1969. Emmanuel Rivière, directeur politique à la SOFRES, confirme ce rapprochement et précise que si les jeunes semblent un peu plus tolérants sur le travail au noir, la consommation de haschich ou la fraude dans les transports, il n'en demeure pas moins qu'ils partagent les mêmes valeurs que leurs parents, ce qui l'incite à dire ô combien il n'y a pas lieu de se méfier des jeunes d'aujourd'hui.(4) Régis Bigot, directeur adjoint du département « Conditions de vie et aspirations des Français » du CREDOC, est l'auteur d'un rapport sur l'évolution des valeurs des jeunes entre 1979 et 2006 publié dans Horizons stratégiques en Avril 2007. (5) Cette analyse évolutive d'une vingtaine d'opinions et d'attitudes, réalisée à partir de l'interview de 2000 individus de 18 ans et plus, confirme aussi les tendances observées par Olivier Galland notamment en matière de mœurs. Il constate également qu'ils sont plus

préoccupés par le chômage, la pauvreté dans le monde et la dégradation de l'environnement que leurs aînés.

Aujourd'hui, et pour la première fois en période de paix, les conditions d'existence d'une génération sont moins favorables que celles de la génération précédente.

Ainsi, depuis 1968, le contexte a évolué et les jeunes d'aujourd'hui ne sont plus en opposition, encore moins en révolte, sur les questions de mœurs comme l'ont été leurs parents avec leurs grands-parents. Par ailleurs le contexte économique et, de fait, les conditions d'insertion professionnelles, se sont particulièrement dégradés. La situation de la jeunesse est aujourd'hui moins favorable que celle de la génération précédente. Cette situation, qui remet sérieusement en cause notre conception du progrès social, est une première mondiale. Elle a été étudiée par de nombreux chercheurs et a donné lieu à différents ouvrages à l'exemple de *Génération 69-Les trentenaires ne vous disent pas merci* de Laurent Guimier et Nicolas Charbonneau,(6) des *Souffrances du jeune trentenaire* de Mara Goyet (7), *Nos enfants gâchés : Petit traité sur la fracture générationnelle française* de Natacha Polony (8) ou encore *Nous sommes les enfants de personne* de Jacques de Guillebon.(9)

Louis Chauvel, sociologue, professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris, chercheur à l'Observatoire sociologique du changement et à l'Observatoire Français des Conjonctures Economiques (OFCE) est probablement celui qui a le plus centré ses travaux sur cette situation exceptionnelle. Il a en effet tout particulièrement étudié la sociologie économique des générations, les classes moyennes et les inégalités. Il est l'auteur d'une centaine d'articles sur ces questions et propose un modèle d'analyse générationnel notamment dans ses ouvrages, *Le Destin des Générations, Structures Sociale et Cohortes en France au XXe siècle* (9) ou *Les classes moyennes à la dérive* (10).

La fracture entre générations ne porte plus sur les valeurs mais sur les conditions réelles d'existence.

Dans les années 1970, le salaire des personnes de 50 ans était supérieur de 15 % à celui des jeunes de 30 ans. Cet écart est maintenant de plus de 40 % et ne se rattrape pas en vieillissant.

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité et en période de paix, on gagne moins à travailler à temps plein entre 30 et 40 ans qu'à ne rien faire entre 60 et 70 ans.

« On parle de développement économique insoutenable écologiquement. Le développement générationnel en France est insoutenable. Cela se paiera tôt ou tard. La prise de conscience de l'énorme dysfonctionnement actuel produira une profonde déstabilisation du système ».

Louis Chauvel

3) Des jeunes inquiets et frustrés ?

Face à l'avenir, les jeunes sont d'un optimisme relatif

Les jeunes partagent des inquiétudes certaines quant à l'avenir en général et le leur en particulier. C'est ce que révèle l'Etude Médiamétrie/Benchmark Group intitulée «Génération Internet : la place et l'usage du Web chez les jeunes», réalisée en décembre 2005. *« La vision de l'évolution des grands sujets de société (environnement, éducation, chômage, pauvreté...) des jeunes interrogés, est particulièrement pessimiste. Selon eux, dans les dix prochaines années, aucun de ces thèmes ne devrait être notablement amélioré. Seule exception : la recherche médicale, dans laquelle ils semblent encore avoir confiance. 80 % des 18-24 ans et 79 % des 14-17 ans pensent en effet que le traitement des maladies va s'améliorer ».* (11)

Ce sentiment d'inquiétude ressort également dans l'enquête sur la santé des étudiants réalisée à l'occasion de la rentrée universitaire 2005 par La Mutuelle Des Etudiants (LMDE) en partenariat avec l'IFOP et son observatoire de la santé.

**50% des étudiants
ont peu ou pas
confiance du tout
en l'avenir**

(12)

Sur un échantillon de 9 228 étudiants : 50% des étudiants ont peu ou pas confiance du tout en l'avenir. 61% pensent que la société ne permet pas aux jeunes de réussir leur vie. 86% des étudiantes déclarent

s'être senties déprimées au cours des 12 derniers mois. 5% des étudiants ont déjà fait une tentative de suicide. *« Cette première Enquête nationale sur la santé des étudiants lève le voile sur une génération confrontée à des difficultés certaines. Les raccourcis qui conduisent à penser que cette génération, et particulièrement ses étudiants seraient déconnectés de la réalité sont mis à mal. Les étudiants savent pourquoi ils étudient, ils se donnent les moyens de le faire, en travaillant. Ils font face, ils encaissent et cela au prix de leur bien-être mental et psychologique. L'autonomie qu'ils acquièrent est possible mais cela principalement à leurs dépens. »* (12)

Pour les nouvelles générations, la société française est une usine à frustrations

Louis Chauvel confirme que l'avenir incertain des jeunes, malgré la multiplication des diplômes, provoque une souffrance sociale et psychologique dans une société qui repose sur le mythe du progrès, de la performance et de la réalisation de soi-même. Le sociologue François Dubet souligne par ailleurs que cette angoisse d'une classe d'âge traverse toutes les classes sociales. Les étudiants comme les jeunes sortis du système sans qualification posent en commun le problème de l'accès au travail. *« Certains sont déjà out, d'autres ont peur de l'être. Cette classe d'âge a le sentiment qu'elle n'a pas vraiment d'avenir ».*(13)

Pour Louis Chauvel, cette situation expliquerait pourquoi le taux de suicide est deux fois plus élevé chez les moins de 35 ans que trente ans plus tôt. Alors que les niveaux de diplômes et le nombre de diplômés n'ont jamais été aussi élevés, que le nombre de bacheliers a été multiplié par deux, le nombre de positions sociales qui correspondent au bac connaît une parfaite stagnation depuis 1968. Les seuls qui préservent toutes leurs chances de devenir cadres sont les élèves des grandes écoles, au recrutement de plus en plus sélectif. *« Les nouvelles générations subissent une situation de concurrence féroce. Cela produit une déstabilisation identitaire profonde. La culture de la société post-industrielle est marquée par un profond individualisme. Les jeunes sortent du doux cocon*

familial ou universitaire avec l'idée, entendue depuis leur plus tendre enfance, qu'il faut être libre, s'assumer soi-même, être performant et qu'avec un minimum de diplômes et de compétences, on a les moyens de réaliser ses projets. Quand ils entrent dans le monde du travail, ils constatent qu'on ne vit pas dans une société d'extraordinaire abondance et qu'on ne fait pas ce qu'on veut mais ce dont on a les moyens. Sachant que ces moyens sont, pour eux, de plus en plus limités. La déstabilisation mentale qui en résulte est énorme. S'y ajoutent le regard des parents et l'impression d'être un raté. L'échec est intériorisé, vécu comme personnel. En réalité, c'est un échec collectif de la société ». (14)

Un changement de compromis collectif qui peut conduire à un risque de « dyssocialisation »

On a assisté, au milieu des années 1980, au « *changement d'un compromis collectif* », qui « *nous a fait passer d'une valorisation relative des générations les plus récentes, d'un avenir positif dans lequel nous pouvions investir, à une valorisation relative de la protection de la stabilité des adultes et des personnes âgées, fût-ce aux dépens des jeunes.* » Le principal coût de ce changement étant, encore une fois, le chômage des jeunes. Selon Louis Chauvel, ce basculement comporte de grands risques, et tout d'abord celui d'une « *dyssocialisation* », c'est-à-dire non pas d'une absence de socialisation, mais d'une socialisation difficile, inadaptée. Concrètement, ce risque viendrait « *d'un manque de correspondance entre les valeurs et les idées que reçoit la nouvelle génération (liberté individuelle, réussite personnelle, valorisation des loisirs, etc.) et les réalités auxquelles elle sera confrontée (centralité du marché, hétéronomie, pénurie, manque d'emplois intéressants, ennui, etc.)* ». Plus profondément, « *les difficultés psychosociales de la nouvelle génération (notamment les comportements violents, les incivilités en tous genres, le suicide, etc.) pourraient être liés de façon immédiate au fossé entre ce que les jeunes croient mériter (sur la base d'une comparaison entre les études et la position de leurs parents et les leurs) et ce qu'ils peuvent réellement connaître* ». (14)

Cette évolution annonce plus un malaise que des conflits ou des révoltes.

Comme l'a écrit Bernard Préel dans *Les Générations mutantes* (15) « *La guerre des générations n'est pas au programme. Pas de choc frontal attendu, ni non plus d'entente cordiale, chaque génération dérivant au fil du temps et du courant. On ne va pas vers un affrontement direct, plutôt vers une cohabitation muette, un évitement, à commencer par l'évitement des conflits.* » Quand l'autorité veut se faire oublier, quand les pères ont disparu, contre qui se révolter ? Pour Bernard Poulet, « *c'est peut-être la dernière vacherie que les soixante-huitards ont réservée à leurs enfants* ». (16)

Pas de révolte mais un malaise partagé par l'ensemble d'une jeunesse pourtant plurielle, et des expressions d'angoisse qui débarquent sur la voie publique à l'occasion du CPE, de l'indépendance des universités ou encore régulièrement dans les banlieues. Car si ce malaise traverse les catégories sociales, il est particulièrement intense dans les banlieues d'habitat social où sont concentrées de nombreuses familles en difficulté sociale et économique, où l'espoir d'une promotion sociale était le plus fort, où la désillusion est la plus grande.

« Les frustrations de la classe moyenne peuvent déstabiliser une société »

Entretien avec Louis Chauvel. Propos recueillis par Antoine Reverchon pour Le monde, 21 juin 2005

Les classes moyennes françaises sont-elles menacées d'appauvrissement, de déclassement ?

Depuis vingt ans, le taux de pauvreté est à peu près stable en France, tout comme les écarts entre les différentes catégories de revenus. Mais cette stabilité moyenne masque des mouvements importants, dont les effets s'annulent en apparence. Dans les années 1970, le « pauvre » faisait partie des générations nées trop tôt pour bénéficier de l'Etat providence. Maintenant, le « pauvre » est jeune.

Plutôt que de panne de l'ascenseur social, il faut parler de fracture générationnelle. L'ajustement du système économique et social à la longue période de stagnation qui dure depuis trente ans s'est fait au détriment des nouveaux entrants. Dans les années 1970, le salaire des personnes de 50 ans était supérieur de 15 % à celui des jeunes de 30 ans ; cet écart est maintenant de plus de 40 % et ne se rattrape pas en vieillissant. Un jeune actif qui fondait une famille avait un niveau de vie supérieur à celui d'un retraité de l'époque ; aujourd'hui, c'est le contraire !

En ce qui concerne les classes moyennes, autant les seniors d'aujourd'hui ont bénéficié de chances de mobilité ascendante, autant les jeunes générations font face à des risques nouveaux de mobilité descendante.

Que s'est-il passé ?

Les dix dernières années des « trente glorieuses », les années 1970, ont permis une ascension sociale inédite pour les classes moyennes et populaires. Le pouvoir d'achat progresse de 4,3 % par an entre 1945 et 1975, soit un doublement en vingt ans : l'avenir des enfants est nécessairement meilleur que celui des parents. C'est l'époque où un jeune ouvrier accède immédiatement au rêve d'une vie de ses parents : acheter une voiture.

Le premier boom scolaire, qui voit la part d'une génération accédant au baccalauréat passer de 13 % à 28 %, n'engendre pas de dévaluation des titres scolaires : il y a aussi deux fois plus d'emplois de cadres et de professions intermédiaires qui sont créés. Le taux de chômage des jeunes sortant de l'école ne dépasse pas 5 %. Par rapport aux parents entrés dans la vie active dans les années 1930, qui ont connu la crise, puis la guerre et la reconstruction, les perspectives de vie sont totalement différentes. Dans le même temps, les « 200 familles » -(NDLR : surnom donné aux classes possédantes en 1936) - d'avant-guerre sont en perte de vitesse. C'est la « seconde révolution française » décrite par Henri Mendras. Cette situation est le résultat du projet socio-économique né dans les années 1940 : il s'agissait de défendre un nouveau modèle de démocratie sociale contre les menaces totalitaires, nazie puis communiste. Ce projet suppose le développement d'un Etat fort, non seulement d'un Etat providence protecteur, mais encore d'un capitalisme d'Etat capable d'investir, de produire et d'employer une immense classe moyenne grâce au développement des infrastructures (SNCF, EDF), de l'innovation technologique (CEA, PTT, Aérospatiale), de l'industrie (Renault, la sidérurgie).

Ces investissements assurent des emplois qualifiés pour les ouvriers, qui deviennent contremaîtres et techniciens, comme pour les employés, qui deviennent fonctionnaires et cadres. Et ce projet est un succès, comme le montre l'effondrement de son concurrent communiste en 1989.

Mais, à cette date, la crise économique a déjà dix ans d'existence...

Certes, mais la génération entrée en activité dans les années 1960 n'en pâtit guère. D'une part, parce que les entreprises françaises, qui croient aux promesses de « sortie du tunnel », tardent à s'ajuster ; d'autre part, parce que des mécanismes de défense puissants, qu'ils soient syndicaux ou relationnels, permettent de résister jusqu'à la préretraite ou la retraite, qui n'est plus synonyme de pauvreté.

En revanche, le chômage d'insertion s'est banalisé et les salaires d'embauche sont revus à la baisse. Dans la fonction publique, les vannes du recrutement se referment à partir de 1983 et restent bien plus étanches que dans le privé. Le second boom scolaire, les « 80 % au bac », s'accompagne d'une dévaluation des titres scolaires : de plus en plus nécessaire, le diplôme n'est plus suffisant. Le capital culturel ne garantit plus l'ascension sociale : les enfants d'enseignant en particulier sont confrontés au risque de mobilité descendante, ce qui était impossible pour les générations précédentes. Le taux de chômage des jeunes sortis de l'école atteint 30 % en 1985 et restera aux alentours de 20 % par la suite. La moindre erreur de parcours scolaire ou professionnel peut être très coûteuse. D'où l'angoisse des familles quant à la carte scolaire, au quartier. Le pouvoir d'achat, entre 1984 et 2005, n'augmente que de 0,5 % par an, ce qui écarte toute espérance d'amélioration tangible à l'échelle d'une génération. Le doublement du prix des logements depuis 1997 n'arrange rien, au contraire, mobilités sociale et géographique étant étroitement liées.

Favoriser l'entrepreneuriat, antienne de tous les gouvernements, ne permettrait-il pas de rouvrir le champ des activités ?

L'entrepreneuriat se concentre dans les classes supérieures : il s'agit d'une redistribution du capital économique déjà détenu, au sein de la famille ou lorsqu'une entreprise filiale ses activités en les confiant à ses cadres. La vague Internet, avant de retomber, n'a pas fait bouger la répartition des revenus des Français ; elle a juste accru le prix des logements ! Dans les années 1960, il suffisait d'avoir une licence de psycho pour ouvrir une agence de publicité en province, comme dans le roman *Les Choses*, de Georges Perec... Ce n'est plus le cas.

Les départs massifs à la retraite ne vont-ils pas remettre en marche l'ascenseur social ?

En 1998, l'hypothèse était, grâce aux départs en retraite, de voir revenir le chômage à 5 %... en 2005 ! C'est raté. En fait, les entreprises ont encore d'importantes marges de gains de productivité à réaliser, et la fonction publique n'a guère de marge de manoeuvre : un fonctionnaire en retraite coûte à peu près aussi cher qu'un fonctionnaire en activité !

À vrai dire, les meilleures chances de mobilité sociale ascendante semblent se trouver... à l'étranger. Les voies de réussite sont aujourd'hui limitées en France, en particulier pour les détenteurs de capital culturel, qui ont tendance à s'exiler. Après trente ans de stagnation, il faut bien se rendre à l'évidence : les choses se passent « ailleurs » qu'ici. La fameuse « panne de l'ascenseur social » est aussi une panne de projet économico-social. Si le retour de la croissance doit être au prix de l'accroissement des inégalités, il faut être conscient des périls. Comme un amortisseur situé entre les extrêmes, la classe moyenne est censée stabiliser les sociétés. Mais les années 1930 en Allemagne ont montré que les frustrations et les angoisses de cette classe peuvent aussi conduire à la situation inverse. Bien sûr, nous n'en sommes pas là, mais, si on regarde au fond de la cale, on s'aperçoit que les voies d'eau sont de plus en plus nombreuses.

Source :

<http://louis.chauvel.free.fr/Lesfrustrationsdelaclassemoyennepeuventdestabiliser.htm>

II. L'EXPRESSION CONCRÈTE DE CES CONDITIONS D'EXISTENCE DIFFICILES

La difficulté à trouver un emploi stable, le taux de chômage des jeunes qui s'est stabilisé autour de 20 % ces dernières années et le déclassement malgré des études longues et l'obtention de diplômes sont les principales difficultés auxquelles la jeunesse est aujourd'hui confrontée. Ces réalités économiques rendent difficiles les conditions de vie des jeunes qui de fait sollicitent plus leur famille et retardent leur décohabitation.

Avec la démocratisation scolaire, la volonté de conduire plus de 80 % des élèves au baccalauréat et de fait aux études supérieures, l'école a suscité un énorme espoir pour toutes les catégories sociales et tout notamment pour les plus défavorisées. Cependant, la réalité est autre, le taux de chômage des jeunes y compris des jeunes diplômés est particulièrement important, l'emploi reste instable et la déception est grande.

Pour se protéger au mieux de ces difficultés, la réussite scolaire et le diplôme obtenu, sur le mode élitiste français, reste néanmoins la meilleure arme. C'est pourquoi, les parents exercent une pression particulièrement importante sur l'école et font largement appel aux entreprises de soutien scolaire. C'est également cette préoccupation qui les pousse à composer leurs stratégies résidentielles en fonction de l'environnement éducatif qu'ils souhaitent offrir à leurs enfants. On voit alors, outre la multiplication de stratégies de contournement scolaire par le jeu des options, des quartiers se former entre semblables pour éviter tout risque de cohabitation avec une catégorie sociale inférieure. C'est ce qu'Eric Maurin a nommé « l'entre soi ». (18)

1) Une pression sans précédent sur la réussite scolaire

Le modèle de l'Ecole républicaine ne s'applique plus

François Dubet et Danilo Martuccelli dans leur ouvrage « A l'Ecole » décrivent comment l'évolution de la société a impacté le système éducatif et pourquoi le modèle de l'Ecole républicaine ne s'applique plus.(19) La mission de l'Ecole républicaine était d'abord de former des citoyens éclairés, de transmettre le sens de la république. Quel que soit le milieu social d'origine, chacun devait au moins bénéficier de cette première instruction « républicaine ». Ainsi, tous les enfants allaient à l'Ecole élémentaire, puis, à l'image de l'élitisme républicain, les enfants de bourgeois allaient au lycée et les meilleurs des enfants du peuple pouvaient aller au collège, voire au lycée. L'exigence n'était pas d'éduquer tous les Français de manière égale, mais de permettre des « offres » scolaires appropriées aux publics relativement homogènes et nettement séparés, et de créer une intégration sociale pour tous.

L'objectif de démocratisation scolaire

Depuis les années 1950, ce système fondé sur une scolarisation spécifique aux groupes sociaux a volé en éclats avec la massification de la scolarité répondant à une volonté politique d'égalité des chances. Entre 1985 et 1995, la décennie la plus marquée de la massification de l'enseignement secondaire, le taux de

bacheliers au sein d'une génération a plus que doublé passant de 30 à 63%. On a alors assisté à un gonflement des effectifs dans l'enseignement secondaire particulièrement important, une forte hausse des taux de scolarisation par âge et un accroissement de l'âge médian de fin d'études qui est passé de 19 à 22 ans entre 1987 et 1997. Cette ouverture s'est accompagnée pour les enfants de milieux populaires d'une véritable espérance de progression sociale. Face à la crise, et au douloureux problème du chômage, cet espoir s'est progressivement crispé. La réussite scolaire est devenue une nécessité, non plus pour vivre mieux, mais tout simplement pour envisager une insertion professionnelle. La réussite scolaire est perçue comme la meilleure arme pour se protéger d'un contexte économique et de l'emploi particulièrement incertain. D'où des revendications de plus en plus insistantes, voire de réelles exigences de «rentabilité» de l'Ecole, et une dérive du consumérisme scolaire.

*...pour en savoir plus, consulter sur millenaire3.com la fiche de synthèse
« École et démocratie »(20)*

2) Un taux de chômage des jeunes important et une nécessaire longue période de petits boulots avant de trouver un emploi stable sont les principales sources d'angoisse des jeunes et de leurs parents.

Le chômage des jeunes

En 1968, lorsqu'un jeune quitte le lycée ou l'université, le taux de chômage dans les deux ans qui suivent la sortie des études était de 5%. Le taux de chômage des jeunes a pu atteindre 33% en 1985 même s'il s'est stabilisé autour de 20% ces dernières années. Le taux de chômage des jeunes s'élevait à 22,2% en 2004 et à 17,4% en 2006. Ce taux moyen recouvre des réalités différentes comme le montre l'exemple de Vénissieux où 45% des jeunes sont au chômage.

Taux de chômage des jeunes de 15 à 29 ans: 17,4%
(Hommes jeunes : 16,6% - Femmes jeunes : 18,1%)
Taux de chômage d'ensemble : 9,8%

Chiffres 2006 - Le taux de chômage des jeunes ne porte que sur les jeunes actifs, non sur l'ensemble des jeunes de 15 à 29 ans

Source : Observatoire des inégalités

En Rhône-Alpes, l'enquête de l'INSEE révélait que le taux de chômage des jeunes de 15 à 30 ans, sur la base du recensement de la population de 1999, figure parmi les plus faibles des régions, à 17%. Cependant, ce taux de chômage inférieur à celui du niveau national s'accompagne néanmoins d'une proportion de parcours stables légèrement inférieure à la moyenne française. Les conditions d'insertion des jeunes dans le monde du travail en Rhône-Alpes sont marquées par des durées d'emploi plutôt courtes, un temps partiel fréquent, une mobilité élevée et un salaire mensuel moyen.(21)

Même élevé, un diplôme n'est plus garant d'un emploi stable

L'analyse de l'insertion des jeunes sur le marché du travail entre 2002 et 2004 conduite par Pauline Giord, de la division Emploi de l'Insee, confirmait que même élevé, un diplôme n'est plus garant d'un emploi à durée indéterminée : parmi les diplômés de niveau bac + 2 qui travaillaient en 2003, 14 % ont été sans emploi au moins une fois au cours de l'année suivante.

«Certes, l'insertion des jeunes dans l'emploi est d'autant plus rapide qu'ils possèdent un diplôme élevé : 68% des diplômés du supérieur de moins de trente ans qui travaillaient en 2003 ont toujours disposé d'un emploi à durée indéterminée les quatre trimestres suivants contre 43 % des non diplômés. Parmi ces derniers, plus d'un quart a connu une alternance d'emploi et de non emploi, et près d'un cinquième a toujours été sans emploi. Cependant, même pour les jeunes très diplômés, occuper un emploi à durée indéterminée n'est pas assuré. Parmi les diplômés de niveau «bac+2» qui travaillaient en 2003, 14% ont été sans emploi au moins une fois au cours de l'année suivante, cette proportion est de 20% pour les jeunes actifs diplômés du supérieur long. Les jeunes actifs diplômés de l'enseignement supérieur court occupent également souvent des emplois temporaires : 10% d'entre eux ont travaillé sous ce type de contrat tout au long de l'année. Si 64% des jeunes hommes titulaires du bac ont eu un emploi à durée indéterminée quatre trimestres successifs, seulement 55 % des jeunes filles de même niveau scolaire étaient dans ce cas en 2003.» (22) INSEE PREMIERE N° 1061 - JANVIER 2006)

Taux de chômage selon le diplôme, le sexe et la durée depuis la sortie de formation initiale en pourcentage

	Année 2005					
	Enseignement supérieur long	Enseignement supérieur court	Bac et équivalents	CAP-BEP et équivalents	Brevet, CEP et sans diplôme	Ensemble
Sortis depuis 1 à 4 ans de formation initiale						
Hommes	11	12	15	21	37	18,5
Femmes	10	11	19	29	47	19,0
Ensemble	10	12	17	24	41	18,8
Sortis depuis 5 à 10 ans de formation initiale						
Hommes	7	6	9	11	27	11,5
Femmes	8	6	11	19	34	12,6
Ensemble	7	6	10	14	29	12,0
Sortis depuis 11 ans et plus de formation initiale						
Hommes	5	5	6	5	10	6,8
Femmes	5	5	7	9	12	8,8
Ensemble	5	5	7	7	11	7,8

Lecture : en 2005, le taux de chômage au sens du BIT des hommes sortis depuis 1 à 4 ans de formation initiale et diplômés de l'enseignement supérieur est 11 % BEP : Brevet d'études professionnelles ; CAP : Certificat d'aptitude professionnelle ; CEP : Certificat d'études primaires Champ : France métropolitaine ; actifs sortis de formation initiale.

Source : Insee, enquêtes Emploi (en moyenne annuelle à partir de 2003), données révisées en fonction des estimations démographiques 2005.

Le long chemin avant d'arriver à un emploi stable

En Rhône-Alpes, la moitié des jeunes occupe, trois ans après leur entrée effective dans le monde du travail, un emploi durable et à temps plein.

L'intérim constitue une première étape dans le parcours professionnel des jeunes, plus fréquente dans la région Rhône-Alpes qu'au niveau national : 22% des débutants travaillent en intérim.

Et si le tertiaire est le plus gros employeur de la région et accueille 61 % des débutants, l'industrie embauche néanmoins davantage de jeunes qu'en moyenne nationale.

Là encore, les chiffres cachent des réalités diverses. L'enquête « *Le premier emploi des jeunes en Rhône-Alpes : plusieurs parcours d'entrée dans la vie active* » réalisée par l'INSEE en collaboration avec le PRAO et la DRTEFP présente cinq catégories qui reflètent les différentes expériences par lesquelles les jeunes complètent le cas échéant leur formation.

Dans la région, leur répartition reste proche de la distribution moyenne observée en France :

- 49 % des entrants sur le marché du travail ont connu un parcours stable dans les secteurs privé et semi-public en 1999. Ils ont passé plus de 80 % de leurs trois premières années de vie active dans des emplois de longue durée (de plus de neuf mois) à temps complet. Ils sont sensiblement plus âgés que les autres jeunes et sont plus souvent diplômés de l'enseignement supérieur ou titulaires d'un baccalauréat technologique ou professionnel.

- Pour une seconde catégorie de jeunes, 13 %, le début de carrière est fortement marqué par l'intérim. Ils sont notablement moins âgés qu'en moyenne (presque un an de moins) et trois quarts d'entre eux ont débuté comme ouvriers.

- Un troisième groupe, majoritairement de femmes, illustre une certaine stabilité dans des emplois à temps partiel.

- Un quatrième groupe est marqué par une mobilité professionnelle. Il se compose de jeunes qui après un premier emploi, très souvent à temps partiel, connaissent des trajectoires hétérogènes.

- Enfin 19 % des jeunes de la région ont un parcours professionnel marqué par une forte instabilité. Pour certains d'entre eux, l'insertion dans le monde du travail se traduit par une succession de périodes d'activité et de chômage. Au bout de quelques mois, ils sont très nombreux à ne plus avoir d'emploi dans les secteurs privé ou semi-public : c'est le cas de 70 % d'entre eux après seulement un an. Les employés et les ouvriers non qualifiés sont surreprésentés dans ce groupe.

Cette étude réalisée également dans d'autres régions de France met en évidence le rôle de l'intérim comme tremplin et plus globalement de la nécessaire multiplication des expériences avant de se stabiliser dans l'emploi. Cependant, pour certains jeunes, cette alternance peut se révéler particulièrement délicate à vivre. (23)

3) Un contexte économique qui rend la décohabitation plus tardive

L'actuel coût de la vie et l'instabilité de l'emploi sont les premières causes de l'allongement de la cohabitation des jeunes chez leurs parents. Et parmi les difficultés économiques, le coût du logement apparaît comme un frein principal à la prise d'autonomie des jeunes. Toutefois, l'allongement de ces transitions

résulte également d'autres phénomènes et notamment, comme le souligne Olivier Galland d'une transformation culturelle d'entrée dans la vie adulte. L'actuelle jeunesse n'a plus à lutter pour des idées, comme celle de 1955 à 1975, pour arriver à une loi sur la contraception, une autre sur l'IVG ou encore sur l'abaissement de la majorité à 18 ans. Les deux générations se retrouvent sur le plan des valeurs et des mœurs. Les relations entre les générations ont de fait évolué et de nouvelles formes de rapprochement entre parents et enfants sont à l'œuvre.

L'âge auquel on a à la fois un premier emploi et un premier logement était de 21,5 ans en 1970, il est aujourd'hui à plus de 24 ans.

Source : Insee économie et statistique N°337-338, 2000.

La décohabitation tardive : un phénomène qui coupe l'Europe en deux

Tous les pays européens ont connu, depuis une trentaine d'années, un relèvement de l'âge du départ de chez les parents (allongement de la durée des études, difficile insertion professionnelle, augmentation du prix du logement, évolution des relations familiales). Cependant, on note un clivage important entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud. (24)

Si dans les pays nordiques et au Royaume – Uni, 50% des jeunes âgés de 20 ans ont quitté le foyer parental, ce n'est qu'à 27, voire 28 ans, que cette proportion est atteinte en Italie et dans les pays méditerranéens. (24)

Source : Cécile Van de Velde, *Autonomie et insertion des jeunes adultes : une comparaison France Danemark*, Horizons stratégiques N°4, Avril 2007

Une décohabitation plus tardive qui induit un apprentissage de la vie adulte tout en conservant des liens de dépendance vis-à-vis des parents

Le modèle traditionnel qui faisait se succéder dans un ordre rigide fin d'études, accès à un emploi stable, décohabitation et mise en couple, n'a aujourd'hui certainement plus cours. Ces événements se produisent plus tard qu'il y a 25 ans, et leur succession n'est désormais régie par aucun ordre. Bon nombre de jeunes acquièrent une indépendance « en acte » (propre logement – vie en couple) sans attendre une indépendance économique. (25)

De nouvelles relations entre les jeunes et les parents

Cette période de transition est devenue l'occasion d'expérimenter une indépendance partielle. Une telle évolution suppose une transformation des rapports entre parents et enfants. De nouvelles formes de cohabitation se sont ainsi fait jour. Dans de telles configurations, les parents ménagent à leurs enfants des espaces d'intimité et de liberté relative. Des relations conflictuelles restent sans doute indissociables du rapport entre les générations, mais elles passent au second plan. Les échanges entre parents et enfants sont plus libres. Cet apaisement est certainement lié au fait que les jeunes vivent leur vie de façon moins clandestine que leurs aînés. L'accès à l'âge adulte s'opère dans une démarche davantage concertée entre parents et enfants. L'autorité des parents dans le cadre du foyer parental se fait moins contraignante ; en contrepartie, son

influence s'exerce dans un rayon d'accueil plus large, qui va bien au-delà des limites du foyer traditionnel. (25)

La sollicitation des familles pour aider les jeunes à surmonter leurs difficultés d'insertion sur le marché de l'emploi renforce les inégalités

L'importance des transferts familiaux dans le revenu des jeunes fait baisser le taux de pauvreté des étudiants hors du foyer parental. Tout se passe comme si les parents compensaient le manque à gagner présent ou futur de leurs enfants en leur transférant une partie de leur pouvoir d'achat. Ainsi se trouve réaffirmée l'importance du rôle de l'environnement familial dans l'itinéraire scolaire, professionnel, affectif ou résidentiel des jeunes. Les jeunes issus de familles aisées sont ainsi soutenus alors qu'à l'inverse les jeunes issus de milieux plus défavorisés se trouvent doublement pénalisés : ils sont moins nombreux à faire des études et la faiblesse des ressources de leurs parents explique souvent l'arrêt relativement précoce de leurs études. (25)

DEUXIÈME PARTIE

UNE JEUNESSE PLURIELLE

En 2007 en France, 11 745 462 jeunes ont entre 15 et 29. (En 1950, on en comptait 9 691 784, et 12 906 760 en 1990). Toutefois, ces près de 12 millions de jeunes ne constituent pas un groupe homogène.

I. UNE JEUNESSE OU DES JEUNESSES QUI COHABITENT ?

Si de tout temps, il a existé des différences importantes tant au niveau social que culturel entre les jeunes, les groupes constituant la jeunesse semblaient toutefois moins cloisonnés et les occasions de mixité étaient plus nombreuses. Aujourd'hui, l'univers du jeune issu d'un milieu favorisé qui a intégré une grande école et celui du jeune en errance ne semblent plus se croiser. Les jeunes vivent dans des milieux cloisonnés qui cohabitent sans se rencontrer. Olivier Galland n'hésite pas à parler de micro-sociétés. Toutefois, s'ils se regroupent en fonction de leurs affinités (formation, musique, modes vestimentaires...) ou de traits communs (appartenance à un groupe social, un territoire..), les jeunes aspirent également à pouvoir sortir de leur « communauté », et notamment à se connecter avec des mondes qui leur semblent éloignés comme ceux du travail, de la culture ou du pouvoir.

1) Des univers cloisonnés

Les jeunes d'aujourd'hui aspirent à bénéficier du maximum possible de liberté individuelle et d'un respect des règles collectives.

Dans l'ouvrage dirigé par Olivier Galland, Etienne Schweiguth, directeur de recherche au CNRS, Centre d'étude de la vie politique française, souligne ce nouveau cocktail de valeurs propre à la jeunesse à base de liberté privée et d'ordre public. En effet, l'enquête sur les valeurs des jeunes réalisée à trois reprises en 1981, 1990 et 1999 sur laquelle se fonde cet ouvrage, révèle un double mouvement de remontée du principe d'autorité d'une part, et de persistance ou d'accentuation de la demande de liberté privée, d'autre part. Les jeunes ne demandent pas plus de contrôle, dans la famille, dans les établissements scolaires ou dans l'entreprise. La réhabilitation de l'autorité semble surtout prendre son sens par rapport à la montée des différents troubles, désordres ou incivilités qui perturbent la vie sociale. *« On n'est pas en présence d'une génération qui, ayant perdu ses repères, chercherait son salut dans la soumission à un ordre imposé par la contrainte, mais bien plutôt d'une génération dont les membres souhaitent tout à la fois bénéficier du maximum possible de liberté individuelle et des avantages qu'il y a à vivre dans une société où le respect des règles collectives assure la sécurité et garantit le bon fonctionnement des institutions. »*

En somme, la tendance montante chez les membres des nouvelles générations semble être de désirer à la fois les avantages de la liberté et ceux de l'ordre. » (26)

Un réseau social étendu mais ségrégatif

Les jeunes sont très familiers des nouvelles technologies : 94% disposent d'un téléphone portable et près des trois quarts utilisent un ordinateur à leur domicile. (5) Ils utilisent le Net et leur portable pour communiquer notamment avec leur réseau social particulièrement étendu. Cependant ce large réseau social peut se révéler ségrégatif. L'importance des relations nouées avec les proches (parents-amis) constituent, pour les jeunes, des micro-sociétés relativement hermétiques à la société globale. Et, dans les nouvelles générations, la tolérance se marie assez volontiers avec l'indifférence à l'égard de ceux qui restent étrangers à ce cercle de l'intimité. Olivier Galland a montré qu'une surestimation des rapports privés et l'instrumentalisation des rapports publics peuvent aboutir à un cloisonnement plus fort des relations sociales, à une fragmentation des rapports sociaux en de multiples réseaux privés indifférents à la société globale. Cependant, on peut penser que ces micro sociétés sont autant de refuges pour les jeunes et que ces derniers ne sont pas pour autant satisfaits de vivre de façon cloisonnée. C'est en tout cas ce qu'ils ont exprimé à l'occasion du forum jeunes du Grand Lyon organisé au printemps 2007 par le Conseil de développement.

2) Les conclusions du forum jeunes confirment l'aspiration des jeunes à bénéficier d'une vie sociale plus dense et à diversifier leurs réseaux

Les jeunes aspirent à pouvoir sortir de leur « communauté », et notamment à se connecter avec des mondes qui leur semblent éloignés comme ceux du travail, de la culture ou du pouvoir. En effet, si les jeunes semblent avoir pleinement intégré le fonctionnement de la société, aujourd'hui plus marquée par l'individualisme que par l'appartenance à des cadres collectifs, il n'en demeure pas moins qu'ils sont en demande de liens et de réseaux au-delà de leur groupe de pairs. Ils souhaitent une certaine forme de vivre ensemble dans la cité et plus précisément de connaissance et de respect réciproque entre les différentes communautés. Cette forme de vivre ensemble s'appuie sur des notions de paix, de sécurité et d'équité. Elle se conjugue également avec une volonté de fluidité et de mobilité pour accéder à toutes les fonctions de la ville qu'elles soient culturelles ou de formation et d'emploi. Enfin, elle rejoint leur conception de la ville qui se doit d'être, compacte, dense, multi fonctionnelle et multi culturelle, agréable à vivre, rassurante et rayonnante.

L'interview de Cédric Carmel, un jeune créateur d'entreprise qui vient, avec son frère, d'ouvrir une boutique spécialisée dans la vente principalement de CD et vêtements liés à la culture urbaine et afro caribéenne, confirme cette aspiration des jeunes à intégrer des réseaux au-delà de leur première communauté d'appartenance.

« La mobilité, c'est vital, il faut aller voir ailleurs ce qui se passe, confronter les expériences, s'ouvrir l'esprit, rencontrer d'autres mondes, celui des entreprises, des grandes écoles... »

Entretien avec Cédric Carmel, jeune créateur d'entreprise : extraits

Pourquoi créer son entreprise ?

Quand on vit en banlieue, on sait très vite que la vie va être dure. Et, soit ça vous détruit, soit ça vous forge le caractère. Je crois que j'ai opté pour la deuxième voie. (...)

Comment votre projet a-t-il pu se réaliser ?

Nous avons déjà fait pas mal d'activités à travers les associations que nous avons créées. Nous connaissions différents partenaires, mais il était difficile d'obtenir des subventions et pour nous, le régime associatif n'était qu'une étape pour aller vers l'entreprise. Pour continuer notre activité d'aide et de promotion d'artistes, il nous fallait trouver de l'argent par nous-mêmes. Tout d'abord, nous sommes allés à l'ANPE nous présenter et présenter le projet. Au cours des mois qui ont suivi, nous avons été invités à différents entretiens, mais aucun n'a débouché sur un axe concret. L'ANPE, comme l'organisme vers lequel nous avons été envoyés, ne pouvait finalement pas répondre à notre demande. Heureusement, dans cet organisme, une dame a eu l'ouverture d'esprit pour faire la connexion entre notre projet et le stage que proposait l'association sport dans la ville en partenariat avec EM Lyon. Ce stage s'adressait à des jeunes issus de quartiers d'habitat social, porteurs d'un projet de création d'entreprise. Il était pour nous. Nous sommes très vite allés présenter notre projet, nous avons été sélectionnés et nous avons donc intégré ce stage d'une durée de six mois à raison d'un jour par semaine. Chaque journée abordait un domaine particulier, juridique, commercial, financier... Les intervenants étaient des hommes expérimentés du monde de l'entreprise. Ils nous ont permis de structurer nos idées. Ainsi, tout en travaillant à côté et en affinant notre projet grâce au stage, nous avons commencé à chercher un local. (...)

Sans ces relais, pensez-vous que vous auriez pu conduire votre projet à terme ?

Oui, nous aurions pu le concrétiser mais pas dans d'aussi bonnes conditions. Le stage à EM Lyon nous a permis de voir autrement, de mieux réfléchir et de sortir de notre cadre. À l'occasion de ce stage, nous avons vraiment mesuré la fracture sociale : d'un côté, des outils performants et des réseaux et de l'autre, la mission locale où lorsque l'on souhaite créer une entreprise, on nous demande d'abord de combien on dispose et si l'on ne préférerait pas suivre une formation de serrurier ! (...)

C'est pour constituer de nouveaux réseaux dans ce souci d'entraide efficace que vous avez créé l'association des jeunes entrepreneurs urbains ?

Tout à fait, nous souhaitons constituer un réseau dans un esprit de fédération. Il s'appellera FEU, Fédération des Entrepreneurs Urbains. L'objectif est de s'entre aider entre personnes qui ont envie de créer mais aussi de dire qu'il est possible de se lancer et de sortir du milieu de la banlieue. La mobilité, c'est vital, il faut aller voir ailleurs ce qui se passe, confronter les expériences, s'ouvrir l'esprit, rencontrer d'autres mondes, celui des entreprises, des grandes écoles... D'ailleurs, la nouvelle génération, les 15/18 ans d'aujourd'hui, l'ont bien compris. Ils ne sont pas dupes. Grâce à Internet et aux gratuits où l'information est moins verrouillée que sur TF1, grâce aux émissions décalées comme les Guignols, les jeunes ont accès à une plus large information, à de plus divers points de vue. (...)

Cette création repose sur l'idée qu'il y a d'un côté la France et de l'autre la France des banlieues, la France urbaine ?

La banlieue constitue aujourd'hui une communauté, sociale avant tout, celle des précaires. Dans les banlieues, ce n'est plus du communautarisme ethnique et encore moins religieux qui est à l'œuvre, mais un communautarisme social. Ce dernier est de fait territorial, celui des banlieues d'habitat social où sont regroupés les pauvres qu'ils soient noirs, blancs, jaunes ou gris. (...)

Propos recueillis le 30 novembre 2007 par Catherine Panassier.

Retrouvez l'intégralité de l'interview sur le site du Grand Lyon millenaire3.com (27)

II . DE GRANDES DISPARITÉS PERSISTENT ET DE NOMBREUSES ET DIVERSES RÉALITÉS SONT À L'ŒUVRE ENTRE LE JEUNE DIPLÔMÉ D'UNE GRANDE ÉCOLE ET LE JEUNE NON DIPLÔMÉ.

En 2002, à l'occasion d'une conférence du Grand Lyon, Olivier Galland insistait sur la coexistence de deux jeunesse aux réalités fortement contrastées. Les jeunes diplômés et les autres. Les premiers ont plutôt tendance à vivre en harmonie avec les autres générations avec lesquelles ils partagent les mêmes valeurs (mœurs – libéralisme). L'autre jeunesse est celle non diplômée, qui est pleinement confrontée au problème de l'emploi et qui rejette une société dont elle a le sentiment qu'elle la rejette. (28) Depuis, ce sentiment d'appartenir à une jeunesse sinon rejetée, du moins non prise suffisamment en compte ni soutenue, semble s'être largement diffusé parmi les jeunes quel que soit leur statut.

L'enquête sur l'évolution des valeurs des jeunes entre 1979 et 2006 du CREDOC pointe également des étapes de l'entrée dans l'âge adulte. Par exemple, les hommes restent plus longtemps que les femmes chez leurs parents. Les jeunes bénéficiant d'un capital culturel important tendent à prolonger leurs études. À l'inverse, les enfants d'ouvriers ou de non diplômés sortent plus vite du système scolaire, mais tardent à trouver un emploi stable. (5)

Répartition de la jeunesse selon le niveau de niveau de diplôme et d'inscription le plus élevé (jeunes de 20-24 ans, en %)

	2005			Classification française
	Ensemble	Hommes	Femmes	Niveaux de Formation*
Bacheliers et diplômés de l'ens. supérieur	65,7	59,8	71,7	I à IV
Diplômés des CAP/BEP	17,4	20,8	14,1	IV-V
Total diplômés du second cycle de l'enseignement secondaire	83,2	80,6	85,7	
Terminale générale, technologique, professionnelle	4,4	4,7	4,2	IV
Terminales de CAP et BEP	4,3	5,7	2,8	V
Seconde ou Première générale ou technologique	1,6	1,6	1,5	V
Première année de CAP/BEP, premier cycle ou en deçà	6,6	7,4	5,7	VI-Vbis
Total non diplômés du second cycle de l'enseignement secondaire	16,8	19,4	14,3	
Ensemble	100,0	100,0	100,0	

* d'après la classification française de 1969. BEP : Brevet d'études professionnelles ; CAP : Certificat d'aptitude professionnelle Champ : France métropolitaine ; population des 20-24 ans (âge à l'enquête).

Source : Insee, enquêtes Emploi (en moyenne annuelle à partir de 2003), données révisées en fonction des estimations démographiques 2005 ; calculs DEPP.

1) Des étudiants toujours plus nombreux

2 254 000 étudiants faisaient des études supérieures à la rentrée 2006. Ce chiffre a été multiplié par 10 depuis la fin des années 1960. Il est le résultat d'une forte volonté politique de démocratiser l'enseignement supérieur. (29)

Proportion de bacheliers dans une génération

**Aujourd'hui,
près de 70% des filles et
57 % des garçons
obtiennent un baccalauréat.**

en%	Ensemble 2005	Filles 2005	Garçons 2005
Bac général	33,7	40,3	27,3
Bac technologique	17,3	18,3	16,3
Bac professionnel	11,5	9,8	13,2

Note : la proportion de bacheliers dans une génération est la somme sur l'ensemble des âges de la probabilité pour un individu d'un âge donné d'être reçu au baccalauréat.

Champ : France métropolitaine et Dom.

Source : ministère de la jeunesse, de l'Éducation nationale et de la recherche, Dep.

Après le baccalauréat, l'ensemble des bacheliers s'engage dans des études supérieures, principalement à l'université

**Huit bacheliers sur dix
entrés dans l'enseignement supérieur
en sortent avec un diplôme,**
dans la filière dans laquelle ils se sont inscrits après leur baccalauréat ou dans une autre filière. (29)

Principaux diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur

	2001 *	2002	2003	2004
BTS et assimilés	99 273	103 629	103 497	108 839
DUT	47 997	48 877	48 142	47 018
DEUG, DEUST	121 833	120 935	119 017	110 946
Licence	132 811	138 201	146 358	140 456
Licence LMD	///	///	///	13 993
Maîtrise	95 752	96 034	97 178	94 146
DESS	38 094	43 256	47 174	47 351
Master professionnel	///	///	///	2 415
DEA	24 503	26 529	26 819	26 339
Master recherche	///	///	///	2 544
Doctorat	9 011	8 243	8 087	8 931
Diplôme de santé	...	5 755	7 185	6 388
Diplôme d'ingénieur	26 023	26 155	26 437	26 817
Diplôme des écoles de commerce	20 684	21 440	24 363	25 179

* : le mode de collecte de l'information sur les diplômes a évolué entre 2000 et 2001, en particulier pour les doctorats... : résultat non disponible. Champ : France métropolitaine et Dom. Source : ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, DEPP.

Cependant, les écarts de réussite selon l'origine scolaire sont importants

Le baccalauréat et l'enseignement supérieur se sont de plus en plus ouverts aux différents groupes sociaux, mais de fortes inégalités subsistent entre cursus généraux, technologiques et professionnels. La réussite des étudiants varie sensiblement selon leur origine scolaire et l'orientation prise après le baccalauréat.

La réussite dans les études supérieures des bacheliers généraux dépasse nettement celle des bacheliers technologiques et professionnels.

Le suivi des élèves du « panel 1989 » montre que 80 % de ceux qui ont poursuivi leurs études dans l'enseignement supérieur en sont sortis avec un diplôme. Mais si la quasi-totalité de ceux qui se sont engagés en CPGE ou dans un IUT sont dans ce cas, près d'un quart de ceux qui se sont inscrits en premier cycle universitaire ou en STS n'ont obtenu aucun diplôme. Les écarts de réussite selon l'origine scolaire sont importants : alors que 86 % des bacheliers généraux inscrits à l'université obtiennent un diplôme, universitaire ou autre, c'est le cas de seulement 36 % des bacheliers technologiques, souvent orientés dans cette voie par défaut. Et, si 78 % des bacheliers technologiques inscrits en STS obtiennent un diplôme, plus de 60 % des bacheliers professionnels échouent, sans diplôme. (29)

2) D'importantes inégalités liées au milieu socioculturel

Certes, le nombre d'élèves du secondaire et de l'enseignement secondaire a considérablement augmenté. Cependant, les processus ségrégatifs se sont également développés mais de manière décalée. En effet, le processus de sélection s'est déplacé dans le temps et touche dorénavant l'enseignement secondaire et le premier cycle de l'enseignement universitaire.

C'est ce mécanisme que décrit Stéphane Beaud dans son ouvrage *80% au bac... et après ?* (42). « *Au moment même où s'ouvraient largement les accès à l'enseignement long des lycées, la hiérarchisation des filières se creusait fortement. On a assisté, au cours de cette période 1985-1995, au renforcement d'une définition univoque de l'excellence scolaire centrée sur les disciplines scientifiques, processus qui est allé de pair avec une croissance régulière de la part des élèves d'origine moyenne ou supérieure dans la terminale scientifique.* »

Plus largement, Stéphane Beaud démontre, qu'outre la sélection par la filière scientifique, comment le fossé s'est aussi vivement creusé sous l'effet de l'intensification de la compétition scolaire notamment entre les lycées de centre ville et ceux de la périphérie qui ont accueilli principalement des élèves qui auraient été antérieurement orientés dans les filières courtes. Il souligne ainsi qu'au lycée, coexistent des classes et des sections très hiérarchisées et socialement étanches, et que ce processus de hiérarchisation sociale des filières au lycée trouve son prolongement logique dans l'enseignement supérieur. Ainsi, l'accès aux différentes filières de l'enseignement supérieur reste très largement déterminé par le parcours scolaire antérieur et par l'origine sociale, culturelle et géographique des familles. (42)

Et pourtant, pour tous, la réussite scolaire est la meilleure arme pour lutter contre les difficultés d'insertion professionnelle.

Les étudiants des catégories sociales les plus favorisées continuent à être fortement surreprésentés au détriment de catégories sociales plus modestes : toutes formations confondues, 30,1% des étudiants ont des parents cadres supérieurs ou exerçant une profession libérale, 11,2% sont des enfants d'ouvriers et seulement 2,4% fils ou filles d'agriculteurs. (29)

À la rentrée 2006, la poursuite d'études longues à l'université est plus encore le fait de jeunes dont les parents sont cadres supérieurs ou exerçant une profession libérale : leur part passe de 28,7% en cursus Licence et IUT à 38,3% en cursus Doctorat. Inversement, alors que les enfants d'ouvriers représentent 12,3% des étudiants inscrits à l'université en cursus licence, cette part est de 4,4% en cursus doctorat. (29)

Les étudiants en classes préparatoires aux grandes écoles sont très majoritairement issus de milieux favorisés

À la rentrée 2006, la part des enfants de cadres était encore très forte en classes préparatoires, dans les INP et les ENS.

Marie Duru-Bellat, en étudiant la question de l'orientation scolaire, a souligné les inégalités liées aux catégories sociales qui se sont reformées. La réussite scolaire se transmet : d'année en année, on compte toujours les mêmes proportions d'enfants d'ouvriers et de cadres supérieurs dans les filières les mieux considérées de l'enseignement supérieur. (30)

Les enfants de cadres représentent :
- 15% des 20-24 ans,
- mais 33% des étudiants à l'Université
- 52% de ceux des classes préparatoires
- et 80% des élèves des grandes Ecoles les plus renommées.

9,2 % des bacheliers généraux ou technologiques de la session 2006 ont intégré une Classe Préparatoire aux Grandes Ecoles (CPGE).
4 jeunes sur 100 d'une même génération intègrent une CPGE

En 2006, le nombre d'étudiants dans les classes préparatoires aux grandes écoles (C.P.G.E.) s'établissait à 76 200 étudiants. Les effectifs sont en constante progression. Les étudiants sont plus nombreux dans toutes les voies de C.P.G.E., surtout en première année. Néanmoins, par rapport au vivier des admis au baccalauréat, la part des entrants reste stable autour de 9%. (31)

Source : www.education.gouv.fr

Les ouvriers sont très majoritairement fils d'ouvriers

Dans les générations des années quarante, plus de deux enfants de cadres sur trois étaient titulaires d'un baccalauréat, pour seulement 6 % des enfants d'ouvriers.

Parmi les dernières générations, nées autour de 1980, près de la moitié des enfants d'ouvriers sont bacheliers. La progression a été particulièrement rapide en l'espace de dix ans, entre les générations nées de 1964 à 1968, et de 1974 à

1978. Le fort développement quantitatif de la fin des années quatre-vingt a contribué, de ce point de vue, à la réduction des inégalités scolaires.

Cependant, les enfants d'ouvriers et d'employés sont plus souvent diplômés des enseignements secondaires technologiques et professionnels que les enfants de cadres (38 % contre 14 %). Par rapport à leurs aînés, âgés de 20 à 24 ans dix ans auparavant, davantage de jeunes poursuivent en 2005 des études supérieures. Ils sont en revanche moins souvent titulaires d'un CAP ou BEP comme diplôme le plus élevé, et moins souvent dépourvus de tout diplôme de second cycle du secondaire.

Mais, malgré une baisse particulièrement nette, cette situation reste plus fréquente parmi les enfants d'ouvriers. (29)

**23% des enfants
d'ouvriers
et 7 % des enfants
de cadres
sont sans diplôme**

3) Les non diplômés

En France, près de 17% des jeunes sortent du système scolaire sans diplôme du second cycle de l'enseignement secondaire (baccalauréat général, technologique, professionnel, CAP, BEP). 13% des jeunes n'ont aucune qualification, pas même le brevet des collèges. (29)

Comment se positionne la France par rapport aux autres pays européens ?

Comment vivent les jeunes non diplômés ?

Positionnement du niveau d'éducation français dans l'Union européenne,

En 2005, les trois quarts des jeunes de 20 à 24 ans, dans l'Union européenne à 27, ont au moins terminé le second cycle du secondaire. Ils sont près de 83 % dans ce cas en France. Dans l'Union européenne à 27, près de 16 % des jeunes âgés de 18 à 24 ans quittent l'école prématurément, avant le second cycle du secondaire. Cette proportion varie selon les pays : moins de 5 % en Slovaquie, 13 % en France et plus de 30 % en Espagne et au Portugal. (32)

en % en 2005	Jeunes quittant prématurément l'école (1)	Population ayant au moins terminé le second cycle du secondaire	
	18-24 ans	20-24 ans	25-64 ans
Allemagne	13,8	* 71,5	* 83,1
Autriche	9,0	85,9	80,6
Belgique	13,0	81,8	66,1
Chypre	18,1	80,4	66,6
Danemark	8,5	77,1	81,0
Espagne	* 30,8	61,8	48,5
Estonie	14,0	82,6	89,1
Finlande	9,3	83,4	78,8
France	12,6	82,6	66,4
Grèce	13,3	84,1	60,0

Hongrie	12,3	83,4	76,4
Irlande	(p) 12,3	(p) 85,8	(p) 65,2
Italie	21,9	73,6	50,4
Lettonie	11,9	79,9	84,5
Lituanie	9,2	87,8	87,6
Luxembourg	13,3	71,1	65,9
Malte	41,2	53,7	25,3
Pays-Bas	13,6	75,6	71,8
Pologne	5,5	91,1	84,8
Portugal	38,6	49,0	26,5
République tchèque	6,4	91,2	89,9
Royaume-Uni	14,0	78,2	71,7
Slovaquie	5,8	91,8	87,9
Slovénie	4,3	90,5	80,3
Suède	* 11,7	87,5	83,6
UE à 25	15,2	77,5	69,1
Bulgarie	20,0	76,5	72,5
Roumanie	20,8	76,0	73,1
UE à 27	15,6	77,4	69,3

* : rupture de série (1) : jeunes qui ne suivent pas d'enseignement ni de formation et qui ont le niveau du 1er cycle du secondaire.

Source : Eurostat, enquête européenne sur les forces de travail.

Des conditions d'insertion professionnelle particulièrement difficiles

Ce sont les jeunes sortis sans diplôme qui vivent les premières années de vie active les plus difficiles : en mars 2001, trois ans après être sortis du système éducatif, ils étaient plus de 20 % à être au chômage, soit deux fois plus que les diplômés du secondaire et quatre fois plus que les diplômés du supérieur. Par ailleurs, seulement 34 % occupent un emploi à durée indéterminée, contre la moitié des diplômés du secondaire et 71 % des diplômés du supérieur. C'est ce que confirme le rapport sur *les sept premières années de vie active des jeunes non diplômés et la place des mesures publiques pour l'emploi* de Céline Gasquet et Valérie Roux publié en 2006, dans le n° 400 d'économie et statistique. Ce rapport met en évidence la difficulté d'insertion professionnelle et l'importance des mesures pour l'emploi pour ces jeunes non diplômés. Cependant, ce public recouvre des réalités individuelles diverses et, de fait, révèle la nécessité d'adapter au mieux les mesures pour l'emploi à la diversité des situations. (33)

Les sept premières années de vie active des jeunes non diplômés et la place des mesures publiques pour l'emploi (extrait)

« Les trajectoires professionnelles des jeunes sortis de l'école sans avoir obtenu un diplôme sont très hétérogènes, des compétences non formalisées pouvant contrecarrer cette absence formelle de diplôme et se révéler au contact de l'entreprise. Ainsi, près d'un jeune non diplômé sur trois s'insère rapidement et durablement sur le marché du travail. Cependant, pour ces jeunes qui ont quitté prématurément le système éducatif, les mesures pour l'emploi sont devenues une véritable composante structurelle de l'insertion professionnelle : par leur ampleur – 41 % d'entre eux ont bénéficié d'au moins un dispositif aidé au cours de leurs sept premières années de vie active – mais aussi par leur temporalité – la moitié accèdent à une première mesure plus de 14 mois après leur entrée sur le marché du travail et ils sont même un quart à y accéder après deux ans et demi de vie active. Les mesures pour l'emploi s'inscrivent donc désormais pleinement dans les parcours professionnels des jeunes non diplômés et ne se limitent pas à un moment précis du processus d'insertion. Par ailleurs, avoir transité par une mesure pour l'emploi ne conduit pas forcément les jeunes non diplômés à connaître une trajectoire

professionnelle type. Une telle expérience ne les empêche ni d'accéder rapidement et durablement à l'emploi (c'est le cas de 16 % des bénéficiaires), ni d'être durablement confronté à la précarité (c'est le cas de 36 % des bénéficiaires). Pour certains le recours à un dispositif public n'est donc pas très structurant, leur parcours professionnel étant avant tout marqué par l'importance des emplois à durée indéterminée ou au contraire par des allers-retours entre emplois à durée déterminée et chômage. Mais pour d'autres en revanche, cette expérience, qu'elle soit intervenue très rapidement après la fin des études ou plusieurs années après, caractérise à elle seule leurs sept premières années de vie professionnelle.

Au-delà, cette diversité des trajectoires professionnelles des jeunes non diplômés ayant connu une mesure pour l'emploi renvoie à la diversité des dispositifs existants. Une fois de plus cette étude met en lumière l'existence de mesures renvoyant à des publics et à des trajectoires professionnelles différenciées. Parler des mesures pour l'emploi dans leur globalité reste largement insuffisant dès lors que l'on s'interroge sur leur place dans le processus d'insertion professionnelle. Les jeunes qui expérimentent des contrats en alternance connaissent plus que les autres des trajectoires de stabilisation. Inversement, les contrats emploi solidarité s'inscrivent plus fréquemment dans des trajectoires précaires où alternent périodes de chômage et emplois courts, voire inactivité. Derrière cette diversité des publics et des trajectoires professionnelles c'est aussi une diversité des objectifs mêmes de ces mesures qui est ici mise en lumière. »

Céline Gasquet et Valérie Roux - Economie et statistique n° 400, 2006 (33)

4) Une nouvelle jeunesse ouvrière

On en parle peu, si ce n'est à l'occasion de la fermeture d'usines sur le territoire français la plupart du temps, en raison de délocalisations vers des pays où la main d'œuvre est moins chère, mais il existe encore en France de nombreuses chaînes de montage. Et même si aujourd'hui les employés sont plus nombreux, sept millions d'ouvriers constituent encore plus du quart de la population active française. (34)

Un jeune homme de 15 à 29 ans en emploi sur deux est ouvrier.

**7 millions d'ouvriers
constituent plus du quart de la population active française**

Henri Eckert, sociologue au Céreq, a consacré un ouvrage à cette nouvelle jeunesse ouvrière dans lequel il analyse l'itinéraire de jeunes ouvriers dans une grande industrie automobile française « *Avoir vingt ans à l'usine. Être jeune et ouvrier en France au début du XXI^e siècle* ». Qu'est-ce qui a conduit ces jeunes, souvent fils d'ouvrier, au métier d'ouvrier ? Henri Eckert, montre qu'un emploi stable à l'usine est souvent précédé d'expériences diverses notamment à travers l'intérim. L'auteur décrit comment les jeunes trouvent leur place à l'usine, il décrit la phase d'intégration marquée par les exigences de travail en équipe puis, la vie à l'usine où les jeunes produisent sous surveillance dans une permanente pression de rentabilité. Henri Eckert pointe également le sentiment de solitude, le désenchantement des bacs pro, pas mieux lotis que leurs collègues pourvus d'un seul CAP ou BEP, l'envie d'échapper à l'usine contrariée par un besoin impérieux de travailler pour se sentir digne. Face à une spirale professionnelle, enfermante, Henri Eckert montre aussi l'importance de la vie en dehors de

l'usine, de la vie familiale et de la vie sportive qui permet notamment à ces ouvriers de retrouver un usage plein et libre de leur corps. (34)

III. LES JEUNES DES CITÉS

Si de grandes disparités se lisent en fonction de la réussite scolaire, elles peuvent également se lire à travers une approche territoriale. Si Olivier Galland évoque deux jeunesses, celle des diplômés et celle des non diplômés, Stéphane Beaud souligne la différence entre celle des quartiers de centre ville et celle des banlieues d'habitat social. La jeunesse de ces banlieues, elle-même diverse, cristallise les difficultés. Elle constitue un véritable enjeu politique pour les pouvoirs publics.

1) Les enseignements des émeutes de 2005

« La ville cristallise de multiples problématiques : religieuses, scolaires, identitaires, économiques. La politique de la ville en France ne saurait ainsi être réduite à une simple intervention sur le territoire. Penser l'urbain, ce n'est pas d'abord transformer les lieux, c'est promouvoir la mobilité de leurs habitants.

Les émeutes de novembre 2005 sont le fait, exclusivement, de la population jeune, immigrée, d'origine maghrébine et subsaharienne plus récente. Il s'agit d'une population confinée dans des cités enclavées ou, plus souvent, excentrées, déconnectées des agglomérations, des opportunités d'emplois, découragée, par conséquent, de s'investir dans l'éducation et une formation professionnelle en raison du stigmate associé à leur lieu d'habitat, à leur couleur de peau. Crise de la ville ? Oui, si l'on considère que la ville est le lieu des opportunités, l'endroit vers lequel on se dirige pour en bénéficier plus qu'ailleurs, plus que dans la campagne, plus que dans la contrée pauvre du monde... »

Extrait, Jacques Donzelot *Quand la ville se défait* (Seuil, 2006) (35)

Une situation non plus vécue en termes d'inégalités mais en termes de discriminations

Les émeutes de banlieues de 2005 ont mis en évidence la situation difficile des zones les plus touchées, qui cumulent pauvreté, ségrégation et chômage des jeunes. D'où l'émergence, chez ces derniers, d'une lecture de leur situation non plus en termes d'inégalités mais de discriminations. Pour le sociologue Michel Kokoreff, la nouveauté des émeutes de 2005 réside dans leur diffusion au-delà d'un territoire local. Elle signe « *une vraie rupture quantitative et qualitative* » avec une situation antérieure où les émeutes anti-policières, inaugurées en France aux Minguettes en 1981, puis banalisées, restaient locales. Cette rupture peut être lue comme le reflet d'un « *phénomène majeur et puissant de discrimination* ». D'où l'apparition de « *ces émeutiers de l'injustice, nouvelle classe dangereuse qui casse ses citées comme les canuts cassaient leurs outils de travail au XIXe siècle. Les discriminations à l'embauche, l'image négative renvoyée par l'école, les contrôles quotidiens de la police et des militaires, la stigmatisation médiatique, cela fait beaucoup pour ces jeunes* » explique Michel Kokoreff, tout en se défendant de légitimer leur violence. « *Ils se sentent des citoyens de seconde zone. Ils demandent une égalité de droit. Ils se sentent méprisés, humiliés dans leur rapport avec les institutions. Ils désirent la reconnaissance et le respect.* » (36) Par ailleurs, Hugues Lagrange (37) a mis en évidence que ce ne sont pas les quartiers habituels qui ont bougé pendant les

émeutes, par exemple, l'Est lyonnais et le nord de Marseille sont restés calmes. Parmi les ZUS, les cités qui ont été concernées par les émeutes sont celles où au moins 35% de la population a moins de 20 ans et où plus de 40% des hommes de moins de 25 ans sont au chômage.

Des quartiers où l'espoir n'arrive pas

La mort de deux jeunes de 15 et 16 ans dans le choc de leur mini-moto contre une voiture de police, à Villiers-le-Bel le 26 novembre 2007, a engendré de nouvelles manifestations de violence. Et si certains commerces et équipements publics ont été pillés et incendiés, ce sont surtout les policiers qui étaient visés. Pour certains jeunes et même très jeunes (10/15 ans), ces affrontements d'une extrême violence ont pris l'allure de « guerre ». Par solidarité envers le Maire de Villiers-le-Bel et dans l'objectif d'apaiser la situation, six Maires PS ont alors lancé un appel au calme. Dominique Lefebvre, Maire de Cergy (95) a saisi cette occasion pour rappeler que, dans ces quartiers, n'importe quel incident peut dégénérer. *« Cette situation tendue est le résultat d'années de ségrégation sociale et territoriale et de discriminations. Dans ces quartiers, les moyens n'arrivent pas, l'espoir n'arrive pas »*. (38)

2) La « racaille » et les « vrais jeunes »

La « racaille » et les « vrais jeunes ». Critique d'une vision binaire du monde des cités, par Stéphane Beaud et Michel Pialoux

*« Beaucoup ont été surpris par les violences [dites] urbaines des semaines dernières. Ayant publié en 2003 un livre intitulé **Violences urbaines, violence sociale** (Fayard, 2003) dont le point de départ était une « émeute urbaine » dans la ZUP de Montbéliard, ces événements ne pouvaient pas constituer pour nous une surprise. Les dernières phrases de notre livre évoquaient l'ampleur des discriminations subies par les jeunes Français issus de l'immigration et s'interrogeaient sur les conséquences sociales de l'impossible accès à l'emploi stable pour la majorité d'entre eux. Et le livre s'achevait par ces mots : « autant de bombes à retardement !... ». Il n'était pas besoin d'être devin pour anticiper l'avenir tant la récurrence des émeutes urbaines depuis quinze ans en France s'inscrit dans un « ordre des choses » qui renvoie à des **phénomènes structurels tels que : chômage des jeunes non ou peu diplômés, précarisation sans issue, aggravation de la ségrégation urbaine, échec scolaire, paupérisation et déstructuration des familles populaires habitant en HLM, discriminations à l'embauche et racisme ordinaire, etc. Autant de phénomènes qui produisent, à la longue une violence sociale multiforme qui ne se donne pas toujours à voir mais qui, condensée et coagulée, peut éclater soudainement. Il suffit d'un détonateur. Donner un sens à une émeute urbaine, qui produit toujours un effet de surprise, voire de stupéfaction, c'est avant tout mettre au jour cette violence invisible, peu spectaculaire - si bien qu'on n'en parle peu dans les médias - qui, seule, peut expliquer l'espèce de rage autodestructrice qui la caractérise.***

*A l'opposé de cette perspective sociologique qui passe nécessairement par un détour par l'histoire et la compréhension de la genèse des dispositions, le discours sur les violences urbaines, qu'il soit tenu par les représentants des institutions (police, justice, école) ou par les hommes politiques, s'attache presque toujours à la recherche et à la désignation des « coupables » - ceux qui ont participé directement aux événements (les « casseurs » ou les « voyous » comme le dit aujourd'hui N. Sarkozy) - qu'il conviendrait de neutraliser au plus vite. A entendre les innombrables commentaires qui sont faits autour de ce type d'événements, on a l'impression que, **pour rétablir le calme et pacifier le quartier, il suffirait de cibler des « micro-groupes »** qui se constituent autour des meneurs (des*

« caïds ») et de les isoler durablement. Ce discours sécuritaire a pour particularité d'occulter la genèse des attitudes et des groupes étiquetés comme déviants. Il se nourrit d'une étiologie sommaire du phénomène de violence qui repose, au fond, sur une dichotomie rassurante : il y aurait, d'un côté, un noyau de « violents », d'« irréductibles », de « sauvages », dont on n'ose pas dire qu'ils sont irrécupérables et non rééducables (ce que pensent pourtant nombre de responsables...), et de l'autre, les jeunes « non violents », qui se laisseraient entraîner et qu'il conviendrait donc de protéger contre la contamination des premiers »... « ...rappelons d'abord que **la jeunesse des cités constitue un univers social différencié**, puis nous analyserons les raisons qui peuvent conduire des jeunes « ordinaires » à rejoindre le mouvement lancé par la fraction la plus potentiellement violente des jeunes de cité. Contrairement à la représentation qui en est souvent donnée, **le groupe social que constitue la jeunesse des cités ne se réduit pas à sa fraction la plus visible dans l'espace public**, celle du noyau dur des jeunes chômeurs (certaines ZUS comptent 40% de chômeurs parmi les 15-25 ans). **Il comprend aussi, d'une part, des jeunes actifs**, principalement ouvriers ou employés, le plus souvent employés comme intérimaires ou en CDD, **et d'autre part le groupe formé par des jeunes encore scolarisés**, où l'on trouve aussi bien des élèves orientés dans des filières qu'ils perçoivent comme de relégation scolaire (BEP, voire bac pro, classes de STT) que des lycéens d'enseignement général et des étudiant(e)s - inscrits à la fac mais aussi en IUT ou en BTS (très rarement dans des classes préparatoires aux grandes écoles). Ajoutons qu'il existe aussi une minorité de jeunes appartenant aux professions intermédiaires (enseignants, éducateurs, animateurs, etc.) qui continuent d'habiter chez leurs parents ou qui ont choisi de prendre un appartement dans leur cité pour continuer à y vivre.

Les coupures peuvent être fortes entre ces divers groupes, notamment entre les fractions opposées que constituent, d'une part, la catégorie des étudiants bien partis dans leur quête de diplômes et, d'autre part, celle des jeunes de la cité qui, étant chômeurs ou scolarisés malgré eux dans des filières de lycée professionnel qu'ils n'ont pas choisies, se perçoivent souvent comme sans avenir. Ces derniers, les plus disponibles temporellement, sont principalement ceux qui se réunissent en bas des tours, à discuter, s'ennuyer (« tenir les murs »), fumer du shit, « délirer », non sans un sens développé de l'autodérision. Ces bandes ne sont pas des mondes fermés et étanches : peuvent s'y adjoindre, par moments et selon les circonstances, d'autres jeunes mieux scolarisés qui peuvent y retrouver le plaisir de l'entre-soi masculin. L'essentiel est de dire que, **par-delà les différences statutaires internes, il existe une forme de porosité entre les diverses fractions de la jeunesse des cités. Et c'est cette porosité qui va faire que, par exemple, un « bac+2 », possédant un BTS et qui a connu une forte discrimination dans sa recherche de stage, peut très bien à un moment donné se joindre ponctuellement au combat de ses compagnons d'infortune, qui sont souvent des « bacs-5 ». Parce que, à un certain moment, ce qui les rassemble est plus fort que ce qui les sépare, à savoir cette très forte communauté d'expérience qui soude entre eux les garçons ayant grandi ensemble dans la cité et qui en gardent des liens très puissants** (« à la vie, à la mort »). Communauté d'expérience, vécue souvent dans la bande, marquée par le même dénuement matériel, les mêmes humiliations sociales liées à la pauvreté endémique et à la couleur de la peau (contrôles au faciès à répétition, police de plus en plus agressive et brutale pour les Noirs et les Arabes qui constituent, on le sait, la grande majorité des habitants des cités de la région parisienne). » ... « La véritable question sociologique que posent ces émeutes est donc la suivante : comment expliquer la participation de ces jeunes de cité « ordinaires » à ces événements ? Tout semble s'être passé comme si les comportements d'autodestruction, jusque là réservés à la fraction la plus humiliée du groupe des jeunes de cité, s'étaient progressivement diffusés vers les autres fractions qui, jusqu'à récemment, avaient espéré « s'en sortir » par l'école ou, sinon, par leur ardeur au travail. C'est peut-être bien cela, la véritable nouveauté de ce mouvement : **la désespérance sociale, autrefois réservée aux membres les plus dominés du groupe - et qui s'exprimait notamment par l'addiction aux drogues, l'adoption de conduites à risques (vols, conduite de « fous » au volant, etc.) - semble bien**

avoir gagné d'autres fractions du groupe des jeunes de cité - les jeunes ouvriers et les « bacheliers » - qui en étaient jusqu'alors un peu mieux protégées. Parmi ces derniers, beaucoup ont perdu patience et espoir à force de se cogner contre le mur de la discrimination et du racisme et ont peu à peu accumulé un énorme ressentiment. En fait, l'avenir objectif de ces jeunes de cité s'est dramatiquement obscurci pour tous lors de ces dernières années. Nul n'ignore que la situation sur le front de l'emploi s'est fortement dégradée depuis 2002. On sait peut-être moins que cette dégradation a touché de plein fouet les jeunes de cité. Pour le groupe des « bacheliers » (nous désignons par là les jeunes titulaires d'un bac ou d'un bac+2 qui peinent à trouver une place sur le marché du travail), la discrimination à l'embauche pèse fortement en exerçant une grande violence sur ceux qui la subissent, et surtout les petites portes de sortie (contrats aidés, emplois-jeunes) qui existaient pour les titulaires du bac se sont peu à peu fermées. **S'il faut insister sur la disparition des emplois-jeunes, c'est parce qu'ils avaient permis à nombre de ces bacheliers de cité de rebondir, de reprendre confiance en eux après leur échec dans leurs études supérieures, leur donnant un statut, un revenu, des possibilités de s'installer et de rêver à un avenir meilleur.** Pour le groupe des jeunes ouvriers, la précarité s'est fortement accrue pour les emplois non qualifiés (pour arriver à ce petit chef-d'œuvre de dérégulation du marché du travail que constituent les contrats « nouvelles embauches »). En région parisienne où les possibilités sur le marché du travail sont plus grandes (usines, bâtiment, hôtellerie-restauration, tertiaire non qualifié), une partie non négligeable de garçons de cité travaille dans des emplois d'exécution : en usine, à Roissy, dans le tertiaire non qualifié (tris postaux, centres d'appel, etc.). Or depuis le 11 septembre, Roissy qui était un gros employeur de jeunes de cité semble bien avoir fait le ménage, craintes de menace terroriste à l'appui. Citroën Aulnay a récemment « licencié » 600 intérimaires, Poissy annonce 550 « licenciements » d'intérimaires en décembre 2005. Les petites embellies sur le marché du travail n'ont pas duré, la grisaille est revenue. **La dégradation a aussi concerné les conditions de travail. Stress, fatigue, « ambiance pourrie »,** ce sont les mots qui reviennent le plus souvent pour parler des nouveaux services ou des ateliers en flux tendus. **Beaucoup des jeunes de cités qui travaillent voient leur situation comme un échec : ils restent dans des petits boulots, en CDD ou en intérim.** Même s'ils n'emploient pas ce mot, ils sont « ouvriers » sans qualification et ont de grandes chances de le rester. **Ils n'évolueront pas dans la société et reproduiront le modèle paternel qu'ils avaient presque toujours voulu « fuir ».** Comme le dit l'un d'entre eux lors du reportage récemment diffusé par Envoyé Spécial « on est des manuels... comme nos pères (sourire triste), avec un tout petit quelque chose en plus, c'est tout ». C'est ce sentiment de surplace social qui est à leurs yeux insupportable. Comme un refus viscéral d'accepter cette condition ouvrière qui, pour eux, est désormais liée à l'iniquité.

Ajoutons aussi que les expériences de travail qui sont les leurs peuvent être extrêmement difficiles à vivre. **La condition des enfants d'immigrés est devenue infiniment plus compliquée avec la montée du terrorisme porté par l'islamisme radical. Dans l'espace public, les contrôles se multiplient, mais dans les ateliers aussi, un « beur » est suspect par essence :** soit comme potentiel allié des entreprises terroristes, soit comme « musulman » opposé à la loi sur le voile, etc. Ainsi, Karim, 22 ans, raconte comment dans son travail les ouvriers de son secteur ne l'ont jamais appelé par son prénom mais par son surnom censé faire rire tout le monde : « Al Quaïda ». Un étudiant nantais raconte dans un mémoire qu'un ami, intérimaire comme lui aux Chantiers de Saint-Nazaire, qui se prénomme Farid, s'est fait d'emblée surnommer par son chef d'équipe « petit Popaul » (et c'est comme ça qu'il sera appelé lors de ses six mois d'intérim). On pourrait multiplier le nombre de ces anecdotes qui en disent long sur le coût que ces jeunes de cité doivent payer pour leur intégration professionnelle. Ces expériences de travail, ces anecdotes, ne cessent de circuler dans les cités : non seulement il y a de la discrimination mais, une fois franchie timidement la porte de l'entreprise, il y a aussi cette sourde hostilité, et aussi parfois un racisme ouvert, que doivent affronter au travail les jeunes de cité. **Ils n'ont pas l'impression d'être bienvenus dans le monde du travail. C'est peut-être là une grande**

différence avec leurs aînés ouvriers (appartenant à la génération de la marche des beurs) qui entraient dans un monde ouvrier peut-être aussi méfiant voire hostile vis-à-vis des « jeunes Arabes », mais qui était plus structuré, plus syndiqué. Le monde des ouvriers d'après la « classe ouvrière » est plus anémique, miné par la précarité mais aussi par les jalousies et les luttes de concurrence exacerbées par la nouvelle organisation du travail. Conséquence : se faire sa place au travail pour les jeunes de cité exige toujours plus d'efforts, d'abnégation, de retenue... Or ils appartiennent à une génération sociale, marquée par la vie en cité, qui ne veut pas jouer les « rabaissés », qui ne veut pas reproduire les logiques d'humiliation vécues par leurs parents.

Les expériences sociales vécues par les garçons de cité - au travail, dans l'espace public, dans les rapports avec la police (point essentiel que nous ne développons pas ici) - se diffusent par les conversations, sont transmises dans le groupe des jeunes et aussi dans les familles. Pas étonnant dans ce contexte que **les filles de cité**, bien qu'elles subissent des formes quotidiennes, parfois violentes, de domination masculine de la part des garçons (l'une d'entre elle déclare non sans humour à un journaliste de Politis : « nous, dans la cité, c'est le couvre-feu permanent »), n'en ont pas moins exprimé leur solidarité muette avec les garçons lors des émeutes : **elles aussi vivent la cité au quotidien, voient la dégradation de leurs conditions matérielles d'existence et savent d'expérience que le racisme est sexué ; qu'il touche beaucoup plus les garçons que les filles.** Même si elles sont souvent conduites à condamner cette violence gratuite, contre les écoles notamment, **elles ne peuvent pas s'empêcher de comprendre la désespérance de leurs frères. Pas étonnant non plus si les parents immigrés (père comme mère) peuvent aussi manifester une grande ambivalence face à la révolte de leurs enfants.** On a souvent observé qu'à la condamnation la plus ferme de la violence (parce que « ce n'est pas une solution ») succède, presque dans le même mouvement, l'évocation timide de « circonstances atténuantes » à leurs conduites qui ont pour noms : chômage, racisme, discrimination. **Pas étonnant enfin si les cadets** des familles immigrées, qui voient tous les jours la situation dans laquelle se trouvent leurs aînés - à 25-30 ans, ils habitent encore chez leurs parents et naviguent de CDD en CDD sans espoir de travail stable -, **sont tentés de se radicaliser de plus en plus tôt.** Ce groupe des mineurs habitant en cité, qui est décrit comme étant de plus en plus « dur », n'est pas né par génération spontanée mais constitue, au contraire, une génération sociale qui a grandi dans la crise et dans la précarité, qui a bien souvent assisté au « désastre » dans leurs familles : disqualification sociale des pères, divorce ou séparation des parents, chômage récurrent des frères aînés, impossibilité pour beaucoup d'entre eux de « faire leur vie », prison ou internement psychiatrique, suicide, etc.

Pour comprendre les émeutes urbaines, il faut avoir pu mesurer et sentir à quel point est décisive l'expérience vécue, de plus en plus tôt, de la désespérance sociale. » ... « Ce qui inquiète dans la réaction de nos gouvernants, c'est leur grande difficulté, d'une part, à mesurer la fragilité sociale des habitants de cité, ce monde de souffrance qui s'enracine dans une histoire (comme le montre de manière exemplaire l'histoire de la famille de Fouad, ce jeune de 19 ans violemment frappé par des policiers devant les caméras de France 2, retracée dans Le Monde du 16 novembre) et, d'autre part, à percevoir le potentiel d'énergie et de ressources que recèle cette jeunesse des cités. Encore faut-il pouvoir un temps suspendre ses préjugés de classe et de caste et considérer la commune humanité qui habite « au-delà de nos périphs ».

Extrait du texte de BEAUD Stéphane, PIALOUX Michel : « La "racaille" et les "vrais jeunes". Critique d'une vision binaire du monde des cités », liens socio, novembre 2005 [http://www.liens-socio.org/article.php3?id_article=977] (39)

Dans une interview diffusée sur le site du Grand Lyon millenaire3.com, Jean Philippe Ravier illustre ces propos en tant que responsable de la mission-jeunesse de Vénissieux (65 % de logements sociaux, 57 nationalités différentes,

33% de la population a moins de 30 ans et 45% de jeunes entre 18 et 30 ans au chômage).

« Les jeunes se sentent souvent déconsidérés et ont du mal à apprécier les situations, les contextes dans lesquels ils évoluent. Le monde est difficile à comprendre, ils vivent des situations complexes et ont du mal à trouver le sens des choses. Lorsqu'ils constatent que ceux qui ont fait l'effort de faire des études se retrouvent au chômage ou en CDD à McDO et que d'autres roulent les mécaniques au volant de voitures grâce à de l'argent acquis illégalement, ils se questionnent. » Jean Philippe Ravier souligne également dans cette interview le point de la discrimination et de l'incessante quête d'argent *« On ne parle que de ça »*. Et comme Stéphane Beaud et Michel Pialoux, il insiste l'importance de prendre réellement en considération cette jeunesse. *« De tout temps la jeunesse a fait peur. Aujourd'hui encore on cherche à s'en protéger. Cependant, la jeunesse d'aujourd'hui va mal. Elle est en attente de reconnaissance, de sens, de vision d'avenir. La jeunesse, celle de Vénissieux comme celle d'ailleurs, est une fabuleuse richesse. On sent bien qu'il y a un potentiel infini. Elle devient problème parce que l'on ne sait pas la traiter, on voudrait la mettre en case et la canaliser. Or, il faut lui donner du temps et lui accorder de la confiance »* (40).

*Retrouvez l'intégralité de l'interview de Jean Philippe Ravier
sur le site du Grand Lyon millenaire3.com*

CONCLUSION

MISER SUR LA JEUNESSE, UN INTÉRÊT POUR TOUTES LES GÉNÉRATIONS ?

L'actuelle fracture générationnelle est le fait du contexte profond de mutations sociales et économiques à l'œuvre aujourd'hui. Les conditions d'existence des jeunes sont plus difficiles que celles qu'ont connu leurs parents et cette situation, sans précédent et qui remet en cause la notion même de progrès social, ne semble pas avoir été anticipée. Au contraire, la démocratisation scolaire a généré un réel espoir de progression sociale notamment dans les milieux défavorisés. Or, l'accès massif à l'enseignement secondairement et supérieur ne se traduit pas systématiquement par de meilleures conditions d'insertion professionnelle. L'accès à un emploi stable est difficile y compris pour de jeunes diplômés. De plus, l'objectif d'égalité des chances, quel que soit le milieu d'origine des élèves, n'a pas été réellement atteint. Dès l'école primaire, les pédagogies reposant, dans les faits, sur le travail à la maison induisent des inégalités liées à la capacité plus ou moins importante des familles à accompagner les élèves. Ensuite, des processus de sélection sociale se jouent à travers le choix des filières et des sections et par la compétition entre établissements. Cet espoir déçu génère un sentiment d'abandon dans la jeunesse voire de rancune chez les jeunes de milieux les plus défavorisés. Louis Chauvel souligne le changement de compromis collectif qui *nous a fait passer d'une valorisation relative des générations les plus récentes, d'un avenir positif dans lequel nous pouvions investir, à une valorisation relative de la protection de la stabilité des adultes et des personnes âgées, fût-ce aux dépens des jeunes.* » (14) Pour Louis Chauvel, cette situation induit une difficile socialisation, une « *dyssocialisation* », un « *manque de correspondance entre les valeurs et les idées que reçoit la nouvelle génération (liberté individuelle, réussite personnelle, valorisation des loisirs, etc.) et les réalités auxquelles elle sera confrontée (centralité du marché, hétéronomie, pénurie, manque d'emplois intéressants, ennui, etc.)* »

D'autant plus que les jeunes d'aujourd'hui ne cherchent plus à faire évoluer la société sur des valeurs, comme l'ont fait leurs parents, mais à l'intégrer pleinement. Et c'est pourquoi, déçus et face à une situation socio-économique difficile, ils sont particulièrement en demande d'une meilleure considération et prise en compte des adultes à leur égard.

Il est peut-être temps pour les baby boomers de penser enfin aux générations qui suivent !

Louis Chauvel souligne que la fracture socio-économique s'accompagne d'un grave déséquilibre de la représentation politique, une absence quasi totale de renouvellement. En 1981, l'Assemblée nationale était jeune : 38,1 % des députés ont moins de 45 ans. En 1983, les députés de moins de 45 ans - les baby-boomers - occupaient encore presque 30% des bancs de l'Assemblée nationale. En 1999, les moins de 45 ans - les enfants des baby-boomers - n'étaient plus que... 12%, en 2007 on compte 13,2% de députés de moins de 45

ans. L'Assemblée nationale française affiche l'une des moyennes d'âge politiques les plus élevées d'Europe et pour la première fois, les plus de 55 ans représentent une majorité absolue : 59 % contre 48 % en 2002. On assiste à une écrasante suprématie législative des jeunes seniors de 55 à 64 ans (48 % dans l'Assemblée de 2007, 8 points de plus qu'en 2002, 24 de plus qu'en 1981), à l'évidence, les baby boomers sont toujours au pouvoir. C'est donc à eux qu'il revient de prendre les décisions qui s'imposent pour que l'ensemble des générations soient prises en compte et qu'ainsi se dessinent de nouvelles formes de cohésion sociale durable. Il en va de l'intérêt de chacune des générations de rompre la fracture générationnelle du fait même de leur interdépendance. Sans une meilleure considération et prise en compte aujourd'hui, les jeunes pourraient demain connaître d'importantes difficultés pour assurer leur solidarité notamment envers les plus âgés de la société. D'autres pays savent faire la courte échelle aux jeunes et démontrent ainsi que la prise en compte des intérêts particuliers de chaque génération peut générer de l'intérêt collectif.

Le Danemark : un exemple à suivre ?

Dans une interview sur le site Basta, Louis Chauvel compare la situation française à nos voisins européens et à d'autres pays industrialisés. Il souligne ainsi que c'est encore pire en Italie, qui vit sous un régime gérontocratique. Par contre, en Suisse, au Royaume-Uni ou au Québec, la situation d'emploi des jeunes diplômés n'est pas désagréable. Aux Etats-Unis, à leur entrée dans la vie active, les jeunes générations diplômées trouvent des conditions sociales supérieures à celles de leurs parents à niveau de diplôme équivalent. En revanche, les exclus de l'enseignement secondaire, ceux qui ne parviennent pas au bac, connaissent des conditions d'emploi et de salaire pires que celles de leurs parents. Le système des pays nordiques semble être le plus décent. La socialisation des jeunes y est différente. Ils n'entrent pas dans le monde universitaire avant d'avoir passé un ou deux ans dans la vie active et le système social offre une plus grande considération aux jeunes. Au Danemark notamment, les pouvoirs publics accordent une attention particulière au principe de l'indépendance de tout citoyen âgé de plus de 18 ans. Le financement de la vie étudiante par l'octroi de bourse directe et universelle est par ailleurs souvent complété par une activité salariée temporaire facilitée : 55% des Danois de 15-24 ans cumulaient études et emploi en 2005 contre 11% des 15-24 ans Français. Cette double source de financement permet aux jeunes Danois d'acquérir rapidement une forme d'autonomie. C'est pourquoi, l'âge médian à la décohabitation, est de 20 ans pour les filles et de 21 ans pour les garçons. Par ailleurs, l'alternance entre études et emplois est largement facilitée. L'université incite les jeunes à vivre une expérience intermédiaire entre la fin du cycle secondaire et l'entrée dans les années universitaires mais aussi, au retour aux études après quelques années d'expériences professionnelles. Ainsi, les trajectoires de jeunesse s'envisagent dans un mouvement d'alternance ou de cumul des études et d'expériences professionnelles, au sein duquel la formation détient une place certes importante, mais non exclusive comme en France. À l'inverse des Français, les jeunes Danois ne sont pas sous la pression du diplôme et du choix des études et du premier emploi qui déterminent quasi définitivement leur trajectoire.(24) Eric Maurin propose également de réduire l'actuelle pression scolaire en facilitant des alternances entre travail et formation pour l'ensemble des jeunes. Par ailleurs, il suggère de concentrer les aides sur les jeunes les plus en difficulté.

Miser sur la jeunesse pour rompre les processus de ségrégation sociale et de ségrégation spatiale

Eric Maurin, dans son ouvrage *Le ghetto français* où il décrit le séparatisme social en cours aujourd'hui en France suggère des pistes d'action pour une société plus fluide, qui ne fige pas les individus dans des destins inscrits d'avance. Il propose notamment de créer des passerelles plus nombreuses et bien plus étroites, des allers-retours plus fréquents et naturels, entre formation initiale et marché du travail, formation générale et formation professionnelle. Pour Eric Maurin, c'est seulement à travers cette fluidité offerte que les familles pourront entretenir un rapport un peu moins anxieux à l'avenir, à la scolarité de leurs enfants et au territoire qui cristallise et révèle l'étendue des blocages. Car la peur du déclassement se traduit dans l'espace, dans la ville. Elle conduit non seulement les familles des classes moyennes à contourner les quartiers d'ouvriers ou chômeurs immigrés, mais aussi les classes supérieures à se retrouver entre elles, ce qu'Eric Maurin a appelé « *l'entre soi* ». Le principe fondamental que retient Eric Maurin est qu'il faut tourner les politiques publiques vers les individus. *« C'est en atteignant les individus que l'on transformera le territoire – et non l'inverse- et que l'on parviendra à atténuer l'extraordinaire anxiété qui traverse la société française depuis une vingtaine d'années. Il faut pour cela appliquer résolument un principe : donner davantage aux jeunes enfants et aux adolescents les plus démunis de ressources familiales. »*... *« L'ensemble de nos politiques publiques pour la santé, le logement ou la formation peut être réorienté de manière à se concentrer réellement sur les jeunes les plus démunis et à éviter de se disperser sur un trop grand nombre de bénéficiaires, ou de territoires, choisis selon des critères manquant de transparence et de souplesse. Les évaluations disponibles convergent toutes pour souligner que les investissements publics pour l'amélioration des conditions de développement des jeunes les plus démunis ne sont pas seulement justes, mais parmi les plus rentables qui se puissent concevoir. »* (18)

Ressources

(1) « *Lettre à mon père, Marcel Rufo* »

Lettre d'Alice Rufo publiée dans l'article *Jeunes : les racines de la révolte*, de Natacha Czerwinski, Jacqueline Remy et Delphine Saubaber, l'Express, 30 mars 2006

(2) *Les jeunes*

Olivier Galland, La découverte, 1985

(3) *Les valeurs des jeunes*

Bernard Rouet sous la direction d'Olivier Galland "Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire" L'Harmattan, 2001

(4) Emmanuel Rivière, directeur politique à la SOFRES

Citation, article *Jeunes : les racines de la révolte*, de Natacha Czerwinski, Jacqueline Remy et Delphine Saubaber, l'Express, 30 mars 2006

(5) *Conditions de vie et aspirations des Français*

Régis Bigot, rapport sur l'évolution des valeurs des jeunes entre 1979 et 2006, Horizons stratégiques, Avril 2007.

(6) *Génération 69-Les trentenaires ne vous disent pas merci*

Laurent Guimier et Nicolas Charbonneau, Michalon, 2005

(7) *Souffrances du jeune trentenaire*

Mara Goyet Fayard, 2005

(8) *Nos enfants gâchés : Petit traité sur la fracture générationnelle française* de Natacha Polony, Jean-Claude Lattès, 2005

(9) *Nous sommes les enfants de personne*

Jacques de Guillebon, Presses de la Renaissance, 2005

(10) *Le Destin des Générations, Structures Sociale et Cohortes en France au XXe siècle*

Louis Chauvel, PUF, 2002

(11) *Génération Internet : la place et l'usage du Web chez les jeunes*

Etude Médiamétrie/Benchmark Group , décembre 2005 www.journaldunet.com

(12) *La santé des étudiants*

Enquête La Mutuelle Des Etudiants (LMDE) en partenariat avec l'IFOP et son observatoire de la santé, rentrée universitaire 2005

(13) François Dubet

Citation, article *Jeunes : les racines de la révolte*, de Natacha Czerwinski, Jacqueline Remy et Delphine Saubaber, l'Express, 30 mars 2006

(14) *Vers une fracture générationnelle*

Xavier Molénat, *Les Grands Dossiers des Sciences Humaines*, n°4, 2006

(15) *Les Générations mutantes*

Bernard Prél, La Découverte, 2005

(16) *Trentenaires à vif*

Article de Bernard poulet paru dans l'Expansion, septembre 2005

(17) *Les frustrations de la classe moyenne peuvent déstabiliser une société*

Interview de Louis Chauvel, par Antoine Reverchon, Le monde, 21 juin 2005
<http://louis.chauvel.free.fr/Lesfrustrationsdelaclassemoyennepeuventdestabiliser.htm>

(18) *Le ghetto français*

Eric Maurin, La république des idées, Seuil, 2004

(19) *À l'Ecole*

François Dubet et Danilo Martucceli, Seuil, 1996

(20) *Education et démocratie*

Synthèse élaborée pour le Grand Lyon (DPSA) par Catherine Panassier et Valérie Pugin, www.millenaire3.com

(21) *Taux de chômage des jeunes de 15 à 30 ans en Rhône-Alpes*

INSEE Rhône-Alpes sur la base du recensement de la population de 1999,

(22) *L'insertion des jeunes sur le marché du travail entre 2002 et 2004*

Etude conduite par Pauline Giord, de la division Emploi de l'Insee, Insee première, n°1061, Janvier 2006

(23) *Le premier emploi des jeunes en Rhône-Alpes : plusieurs parcours d'entrée dans la vie active »*

Enquête réalisée par Michel Bonnet (Insee) avec la collaboration de Françoise Maillé (DRTEFP) et du PRAO, La Lettre-Analyses, www.insee.fr/ra,

(24) *Autonomie et insertion des jeunes adultes : une comparaison France-Danemark,*

Cécile Van de Velde, Horizons stratégiques N°4, Avril 2007

(25) Insee économie et statistique N°337-338, 2000

(26) *Un nouveau cocktail de valeurs : liberté privée et ordre public*

Olivier Galland, Bernard Roudet, *Les valeurs des jeunes*, L'Harmattan, 2001

(27) *Interview d'un jeune entrepreneur*

Interview de Cédric Carmel par Catherine Panassier, 30 novembre 2007, www.millenaire3.com

(28) Conférence millénaire3

Grand Lyon /Economie et Humanisme, 2002, www.millenaire3.com

(29) Données du ministère de la jeunesse, de l'Éducation nationale et de la recherche
www.education.gouv.fr

(30) *Les Inégalités sociales à l'école. Genèse et mythes*

Marie Duru-Bellat, PUF, 2002

(31) *Les étudiants dans les classes préparatoires aux grandes écoles (C.P.G.E.)*

www.education.gouv.fr

(32) *Enquête européenne sur les forces de travail.*

Eurostat, 2002

(33) *Les sept premières années de vie active des jeunes non diplômés et la place des mesures publiques pour l'emploi*

(34) *Avoir vingt ans à l'usine. Être jeune et ouvrier en France au début du 21ème siècle*
Henri Eckert, La Dispute, 2006

(35) *Quand la ville se défait*
Jacques Donzelot, Seuil, 2006

(36) *Emeutes urbaines, la fragilité installée*
Anne Furst, Ceras-revue Projet n°295, novembre 2006

(37) *Autopsie d'une vague d'émeutes*
in H. LAGRANGE et M. OBERTI (dir.), *Émeutes urbaines et protestations. Une singularité française*, Presses de Sciences Po, coll. « Nouveaux débats »

(38) *Ce qui est arrivé à Villiers-le-Bel peut arriver ailleurs*
Article de Sandrine Cochard, 20 minutes 27/11/2007

(39) *La "racaille" et les "vrais jeunes". Critique d'une vision binaire du monde des cités*
Stéphane Beaud et Michel Pialoux, liens socio, novembre 2005, www.liens-socio.org

(40) *L'interview de Jean Philippe Ravier*
Interview de Jean Philippe Ravier par Catherine Panassier, 23 octobre 2007,
www.millenaire3.com

(41) *La société française est une usine à frustrations*
Interview de Louis Chauvel sur le site de Basta Mag, 2 novembre 2005
http://www.bastamag.org/journal/article.php3?id_article=24

(42) *80% au bac et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*
Stéphane Beaud, La Découverte, 2002, 2003

Ressources en ligne sur le site millenaire3 sur le thème « Les jeunes et la ville »

Acteurs

Mouvements d'éducation populaire :

La Fédération des Œuvres Laïques du Rhône

Une fédération d'éducation populaire engagée pour la citoyenneté, la laïcité et la solidarité

Les Francas (Acteurs)

Mouvement d'éducation populaire laïque œuvrant pour la reconnaissance et les droits de l'enfant.

Les scouts et guides de France (Acteurs)

Faire grandir l'enfant pour qu'il soit heureux, utile et artisan de justice et de paix

Maison des Jeunes et de la Culture d'Oullins (Acteurs)

3 axes forts : la musique, la culture scientifique et le cirque

Services aux adolescents et aux jeunes :

Le Centre Régional d'Information Jeunesse

Un lieu destiné à la jeunesse pour l'informer et la guider.

Cap Ecoute

Un service d'écoute téléphonique anonyme et gratuite en région Rhône-Alpes pour les jeunes, les parents et les professionnels de la santé et de l'éducation.

ADSEA-prévention spécialisée

Faciliter l'accès des jeunes (12-25 ans) en difficulté, à la formation, aux loisirs, à la culture, à leurs droits citoyens, à l'exercice de leurs responsabilités.

Société Lyonnaise de l'Enfance et de l'Adolescence

Une démarche de prévention soutenue par un important dispositif associatif doté d'une approche globale et environnementale

Secteur de psychiatrie Infanto-Juvenile 69101 de Lyon centre (Acteurs)

Services décentralisés de l'hôpital psychiatrique du Vinatier.

Espace Santé Jeunes (Acteurs)

Un lieu d'accueil et d'écoute des jeunes de 12 à 25 ans sur les questions relatives à la santé .

ALPIES Les saisons de l'Emploi

Faciliter l'accès et le maintien à l'emploi de jeunes en difficulté, sur un emploi saisonnier de droit commun, dans les stations alpines.

Moderniser Sans Exclure - Rhône-Alpes

Association nationale vouée à l'écoute et à la diffusion des paroles de "ceux que l'on n'entend jamais".

Education, loisirs et découvertes :

SEPR, Société d'Enseignement Professionnel du Rhône

Transmission des valeurs et du savoir-faire de plus de 65 métiers.

Les Compagnons du Devoir (Acteurs)

Un apprentissage et une formation aux métiers pour réussir sa vie

Trouver / Créer

Donner plus de sens à l'orientation tout au long de la vie : s'orienter c'est inventer sa vie, en ouvrant des chemins, libres et solidaires.

APIEU Mille feuilles (Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain)

(Acteurs)

Initier les enfants et les adolescents à l'environnement urbain

Association lyonnaise de jeux en réseaux (ALJR)

Jouer sans discontinuer pendant 48h !

Foot pas ta vie en l'air (Acteurs)

« Le sport sain, c'est notre terrain »

Sport dans la ville (Acteurs)

Le sport comme vecteur de cohésion sociale et d'insertion professionnelle.

Skatepark de Lyon (Acteurs)

Un équipement unique en Rhône-Alpes

Associations d'étudiants engagés dans la vie sociale :

Association de la Fondation Etudiante pour la Ville (AFEV)

Des étudiants qui s'engagent à « Etre utiles » contre les inégalités

GENEPI

Des étudiants s'engagent en faveur de la réinsertion sociale des personnes incarcérées

Oxygène Fédération (*Acteurs*)

Association créée à l'initiative d'étudiants soucieux de valoriser leur temps libre dans le domaine de l'action sociale.

Unis-Cité Rhône-Alpes (*Acteurs*)

Des jeunes qui consacrent pleinement neuf mois de leur vie au service des autres et de la collectivité.

Evénements

Orientation

Mondial des Métiers (*Evènements récurrents*)

Le salon de l'orientation et de l'information sur les métiers.

Salon de l'Étudiant (*Evènements récurrents*)

Trois jours pour un métier.

Information et formation

Atout Court (*Evènements récurrents*)

Sensibiliser les jeunes au court-métrage.

Espace multi services étudiants (EME)

Un lieu d'information et de services pour les nouveaux étudiants.

Promotion de la jeunesse

Les Etats Génér'Eux de la Jeunesse (*Evènements récurrents*)

Rendre hommage à la jeunesse et la voir sous un autre angle

Semaine des jeunes créateurs (*Evènements récurrents*)

Le coup de pouce du grand aux petits

Forum Rhône-Alpes des Grandes Écoles d'Ingénieurs. (*Evènements récurrents*)

1er salon de recrutement étudiant en Europe.

Changez d'air (*Evènements récurrents*)

Tremplin pour jeunes musiciens et concert de musiques actuelles.

Initiatives

Information et formation

Jeune ambassadeur de Lyon (*Initiatives*)

Une centaine d'étudiants bénéficient d'un programme d'intégration dans la vie économique et culturelle de la région.

Apprendre à lire les images (*Initiatives*)

Une salle art et essai, implantée dans un quartier difficile, qui propose en parallèle à son travail de programmation plusieurs actions en direction du public scolaire, afin de l'aider à mieux maîtriser la lecture des images

Aide aux jeunes pour les innovations technologiques et Jeunes Créateurs de Demain (*Initiatives*)

Deux dispositifs destinés à accompagner et inciter les jeunes dans la prise de risque de l'innovation

Engagement

Tous jeunes acteurs du monde

Une initiative de la Ville de Lyon pour soutenir les projets de solidarité internationale initiés par des jeunes

PRODIJ

Programme de Développement des Initiatives de Jeunes de la Ville de Lyon

Le service civil volontaire dans l'agglomération lyonnaise

Un dispositif qui permet aux jeunes de s'engager dans des missions d'intérêt général.

Premier Forum Unicef « Les jeunes dans la ville »

La ville telle que les jeunes l'imaginent...

ESDES Services Inter-Génération

Créer un lien entre générations

Expression

Mur d'expression libre Dazibao – Passage Rey (*Initiatives*)

Un espace de création, ouvert à tous les graffeurs expérimentés, permettant de découvrir en centre ville des fresques réalisées avec des bombes aérosol.

Rézo 6.9 (*Initiatives*)

Tente de maintenir des lieux de diffusion destinés aux jeunes groupes de hip hop et aux compagnies émergentes

Vénissieux bouge Hip Hop (*Initiatives*)

Depuis le début des années 80, la MJC Le Cadran encadre et soutient les jeunes du mouvement Hip Hop vénissien. De nombreux danseurs et chorégraphes aujourd'hui reconnus sont passés par la MJC : Traction Avant, Käfig, Accrorap, etc.

Scènes découvertes au Ninkasi et à la MJC Perrache (*Initiatives*)

Le Ninkasi et la MJC Perrache s'associent pour promouvoir de jeunes artistes issus de la région. Premier pas sur une scène professionnelle et premiers émois pour les aspirants artistes. Les Scènes découvertes sont gratuites !

Jeux de Lyon (Les) (*Evènements récurrents*)

Critérium des jeunes sportifs

Ouvrages

Etre utile- Quartiers défavorisés, jeunes en difficulté : des étudiants s'engagent

L'association de la Fondation Etudiante pour la Ville (Afev) lutte contre les inégalités et agit dans les quartiers en mobilisant des étudiants bénévoles. - (dir.), MENARD, Nathalie, PARIS, Christophe, STURLA, Jérôme – 2006

Place (La) et le rôle de la fête dans l'espace public

Nouvelles fêtes urbaines et nouvelles convivialités en Europe - Banlieues d'Europe – 2006

Synthèse

Symboles et rituels sportifs dans le monde contemporain

12/01/2006

Gros Plans

Les jeunes des années 2000 dessinaient-ils un nouveau type d'engagement solidaire ?

Les jeunes et l'engagement

Auteur : Catherine Panassier - Référence(s) : Agenda métropolitain Lyon - Saint Etienne / Hiver 2005.

Sport et identité

la diversité des modèles

Auteur : Ludovic Viévard - Référence(s) : Agenda métropolitain Lyon - Saint Etienne / Printemps 2006

Cultures numériques, nouvelles images (Gros plans)

et agglomération lyonnaise

Auteur : Pierre-Alain Four, Catherine Foret, Anne Laval - Référence(s) : Agenda métropolitain Lyon - Saint Etienne / Eté 2007

Comptes-rendus

La place des enfants et des jeunes dans la cité (Comptes-rendus)

Journée prospective 19/11/99

Les jeunes, le vote et l'évolution des formes d'engagement (Comptes-rendus)

Journée de prospective du 29/03/00 01/01/2000

Médias

Cap Canal (Médias)

Chaîne de télévision éducative diffusant sur le réseau câblé lyonnais ainsi que sur « Assicable », réseau de l'est lyonnais et sur les agglomérations grenobloise et cannoise

Jeunes Rhône-Alpes (Médias)

Mensuel gratuit destiné aux étudiants de 18 à 25 ans, couvrant tous les champs : culture, éducation, sciences, arts et spectacles...

Radio Scoop 92 à Lyon (Médias)

Radio privée populaire à forte composante musicale pour les adolescents et les jeunes adultes, entre 15 et 40 ans jouant la carte de la proximité.

Sites

Conseil Municipal des Jeunes de la Ville de Lyon (Sites)

Le Conseil municipal des Jeunes de la Ville de Lyon a été créé en 1996. Il est composé de 73 membres élus, âgés de 13 à 18 ans.

mjc69

Le site des MJC du Rhône (Maisons des jeunes et de la culture du Rhône)

MJC-Monplaisir, un espace culture multimédia pionnier

S'initier au multimédia et à la vie de quartier

Textes d'auteurs

Nouvelles images, violence et nouvelle culture

Serge TISSERON - 01/12/2005

Quel "savoir minimum" dispenser à l'école ? (Textes d'auteur)

Texte issu d'un débat organisé par la Fondation 93 entre Isabelle Stengers et Philippe Meirieu, et rédigé par Thierry Kübler et Serge Lequeuvre. Isabelle Stengers, Philippe Meirieu - 17/10/2002

Les parcours de mobilité sociale ascendante des descendants d'immigrés algériens

Emmanuelle Santelli - 01/01/2002

Les valeurs des jeunes : la jeunesse, problème pour la Société

Olivier Galland - 01/01/2002

Chiffres et cartes

La souffrance psychique des adolescents et des jeunes adultes

Présentation du rapport du Groupe de travail sur "la souffrance psychique des adolescents et des adultes jeunes : état des lieux", effectué par le Haut Comité de la santé publique pour le Ministère de l'Emploi et de la solidarité (Editions ENSP, avenue du professeur Léon Bernard-35043- Rennes Cedex-février 2000). Rapport consultable sur le site du Ministère.

Auteur : Catherine Panassier - Date : 11/05/2006

Première enquête nationale sur la santé des étudiants (Chiffres et cartes)

Enquête sur la santé des étudiants réalisée à l'occasion de la rentrée universitaire 2005, par La Mutuelle Des Etudiants (LMDE) en partenariat avec l'IFOP et son observatoire de la santé.

Auteur : La Mutuelle Des Etudiants (LMDE) - Date : 01/09/2005

Une approche des 11-15 ans

Les ados scouts, comme les autres, sont plutôt bien dans leur peau.

Synthèse d'une enquête sur les adolescents d'aujourd'hui réalisée par le Département évaluation des politiques sociales du CRÉDOC (Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie) à la demande des Scouts de France et d'Okapi-Bayard Presse. Mai-juin 2002

Portrait robot de la Net génération

80 % des 13-24 ans se connectent chaque mois sur Internet et plus de la moitié en ont une utilisation quasi-quotidienne. Pour cette génération, Internet est avant tout un outil de communication.

Auteur : Journal du Net : www.journaldunet.com. Dans ce dossier « Internet et les jeunes », le Journal du Net présente des extraits de l'Etude Médiamétrie / Benchmark Group intitulée « Génération Internet : la place et l'usage du Web chez les jeunes » et réalisée en décembre 2005.

Date publication : avril 2006

Enquête « jeunes » Ville de Lyon – 2006

Les jeunes entretiennent un rapport globalement positif avec la ville

En préalable à la mise en place d'un Conseil des jeunes, la ville de Lyon a sollicité l'Observatoire Social de Lyon (OSL) pour réaliser une enquête auprès de jeunes lyonnais entre 17 et 25 ans. Le sondage sur lequel se fonde cette enquête a été réalisé par l'Institut Fournier en octobre 2006 auprès de 412 jeunes en face à face en différents

points de la ville.

Rapports

Contribution du Conseil économique et social au pacte européen pour la jeunesse

Contribution du CES français à la réflexion européenne, dans le cadre de la stratégie de Lisbonne, visant à améliorer l'éducation, la formation, la mobilité, l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des jeunes européens. Conseil économique et social - 11/10/2005

Le sport : outil d'intégration et de mixité ?- L'exemple du basket à Villeurbanne.

Rapport effectué pour le centre ressources de la DPSA (Grand Lyon). Ludovic VIEVARD - 01/01/2006

Interviews

Philippe MEIRIEU : "Il nous faut rentrer dans une éducation du « troisième type » dans laquelle nous devons construire le rapport à l'image en donnant à la personne la possibilité d'échapper à la relation de captation de la sidération"

Philippe MEIRIEU, Directeur de l'IUFM de Lyon – - 30/01/2006

Antoine SIMON : "Les jeunes sont animés par un fort besoin d'être utile"

Antoine SIMON - 30/09/2005

Philippe ODDOU : "Le sport permet de faire passer beaucoup de choses. Dans la pratique sportive, il y a de grands plaisirs. Ce qui nous intéresse, ce n'est pas le sport en lui-même, mais d'utiliser ce plaisir pour accompagner les enfants."

Philippe ODDOU, co-fondateur et directeur exécutif de Sport dans la ville - 30/09/2004

Thierry TERRET : "On peut parfaitement lire l'état d'une société, ses valeurs, son idéologie, non pas à travers le sport lui-même, mais à travers son utilisation"

Thierry TERRET, professeur d'histoire des sports à l'Université Claude Bernard – Lyon 1 - 30/11/2004

M. BLANC-BRUNAT, Mme DELAIGUE, M. NOCLI : « Nous nous référons aux trois principes fondateurs de la citoyenneté, de la laïcité et de la solidarité. »

M. BLANC-BRUNAT, Mme DELAIGUE, M. NOCLI, Fédération des Œuvres Laïques - 25/04/2006

Luc BLANCKAERT : "L'éducation à l'environnement correspond à trois perspectives : l'éducation à la ville, l'éducation dans la ville et l'éducation par la ville...."

Luc Blanckaert est Président de l'association Citéphile - 13/06/2006

Marie-Hélène SAUZE : "Préparer notre jeunesse à vivre dans la société du savoir" (Interviews)

Marie-Hélène SAUZE, vice-présidente de Saint-Etienne Métropole - 01/02/2006

Michel ROLLIN : "Il faut... que les jeunes qui veulent s'investir dans le développement du business des PME se disent : C'est à Saint-Etienne que je dois me former !" (Interviews)

Michel Rollin, Directeur du Groupe ESC Saint Etienne - 01/12/2006

Régis BERNARD : "Il faut pousser le plus loin possible l'individualisation de la société, car elle est la base sur laquelle peuvent se construire la solidarité et la

fraternité."

Régis Bernard, Directeur de l'Institut Universitaire de Formation des Maîtres de
l'Académie de Lyon - 13/06/2007